



PREFECTURE PARIS

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N ° 104 - JUIN 2014

SOMMAIRE

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

Offre de soins et médico- sociale

Arrêté N °2014168-0024 - Arrêté conjoint N °2014-130 portant désignation des membres du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUPS- TS)	1
Arrêté N °2014168-0025 - déclarant l'état d'insalubrité du logement situé au 2ème étage, porte droite, bâtiment A rue de l'immeuble sis 11 passage du Mont Cenis à Paris 18ème et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin	5
Arrêté N °2014168-0026 - déclarant l'état d'insalubrité du logement situé au 3ème étage, porte droite, bâtiment A rue de l'immeuble sis 11 passage du Mont Cenis à Paris 18ème et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin	14
Arrêté N °2014171-0012 - mettant en demeure Monsieur Eric GUERIoT de faire cesser définitivement l'occupation aux fins d'habitation du local situé escalier de service sur cour gauche, au 6ème étage, couloir droite, première porte droite de l'immeuble sis 18 rue de Grenelle à Paris 7ème.	23
Arrêté N °2014175-0005 - prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé bâtiment rue, 5ème étage, 2ème porte à gauche de l'immeuble sis 47, Boulevard de la Chapelle à Paris 10ème	33
Arrêté N °2014177-0006 - ARRETE prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé au 5ème étage porte gauche de l'immeuble sis 15 rue Mendelssohn à Paris 20ème.	36
Arrêté N °2014177-0007 - ARRÊTÉ prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé bâtiment cour gauche au 1er étage à droite, porte sous l'escalier de l'immeuble sis 82 rue du Faubourg du Temple à Paris 11ème	40
Arrêté N °2014177-0008 - prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé au 6ème étage, porte gauche (appartement n °241) de l'immeuble sis 118 boulevard Davout à Paris 20ème	44

75 - Assistance publique- Hôpitaux de Paris

Arrêté N °2014176-0005 - Arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n °2012038-0010 du 7 février 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaire Pitié Salpêtrière - Charles Froix	48
Arrêté N °2014176-0006 - Arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n °2012089-0012 du 29 mars 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Saint Louis-Lariboisière - Fernand WIDAL.	50

Arrêté N °2014176-0007 - Arrêté directeur modifiant l'arrêté directeur n °2012076-0009 du 16 mars 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Est Parisien (Tenon - Saint Antoine - Rothschild - Armand Trousseau - La Roche Guyon)	52
Arrêté N °2014176-0008 - Arrêté directeur modifiant l'arrêté directeur n °2012016-0007 du 16 janvier 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Centre (Cochin - Broca - Hôtel Dieu)	54
Arrêté N °2014176-0009 - Arrêté directeur modifiant l'arrêté directeur n °2012080-0003 du 20 mars 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Ile- de- France Ouest (Raymond Poincaré - hôpital maritime de Berck - Ambroise Paré - Sainte Péline)	56
Arrêté N °2014176-0011 - Arrêté directeur modifiant l'arrêté directeur n °2012038-0011 du 7 février 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Nord Val de Seine (Bichat- Beaujon- Louis Mourier- Bretonneau- Charles Richet)	58
Arrêté N °2014176-0012 - Arrêté directeur modifiant l'arrêté directeur n °2012038-0009 du 7 février 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Ouest (Corentin Celton- HEGP- Vaugirard- Gabriel Pallez)	60

75 - Direction départementale de la cohésion sociale

Arrêté N °2014176-0002 - Arrêté préfectoral du 25 juin 2014 modifiant l'arrêté n ° 2014161-0004 du 10 juin 2014 portant composition de la commission départementale de surendettement des particuliers de Paris	62
Arrêté N °2014177-0002 - Portant composition de la commission départementale de réforme pour le département de Paris, concernant les personnels administratifs, techniques, scientifiques et spécialisés affectés dans le ressort de la Préfecture de Police	66

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

Arrêté N °2014105-0010 - arrêté portant agrément de AVIDOM	71
Arrêté N °2014174-0018 - arrêté portant agrément ce COM.SI.C'ETAIT VOUS	74
Arrêté N °2014175-0006 - arrêté portant agrément de BULLES D'OXYGENE	77
Arrêté N °2014177-0001 - arrêté portant annulation de la décision de refus du 14 04 2014 concernant AVIDOM	80
Autre N °2014174-0016 - Récépissé de déclaration SAP 507496792 - MON PROF ET MOI	82
Autre N °2014174-0017 - Récépissé de déclaration SAP 802020826 - SWEETKIDS.....	84

75 - Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement - UT 75

Arrêté N °2014174-0014 - ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES ABATTAGES DE 27 ARBRES SITUES DANS LE12EME ARRONDISSEMENT	86
Arrêté N °2014176-0003 - ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES ABATTAGES DE 4 MARRONNIERS SITUES PLACE HENRI QUEUILLE DANS LE 15EME ARRONDISSEMENT	88

75 - Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement - Paris

Arrêté N °2014177-0003 - Arrêté portant agrément de l'association HABITAT EDUCATIF au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique	90
--	----

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté N °2014174-0011 - Arrêté n °2014-00518 fixant la liste des espèces d'animaux classées nuisibles à Paris, pour la période courant du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015.	94
Arrêté N °2014174-0012 - Arrêté n °2014-00517 relatif à la période d'ouverture et de clôture de la chasse dans le département de Paris.	97
Arrêté N °2014174-0013 - Arrêté n °2014-00516 portant désignation et habilitation des agents du conseil national des activités privées de sécurité autorisés à accéder aux données à caractère personnel.	101
Arrêté N °2014174-0019 - Arrêté 14-0048- DPG/5 abrogeant l'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière.	104

Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris

Direction de la modernisation et de l'administration

Arrêté N °2014175-0004 - Arrêté préfectoral portant création d'un établissement public local d'enseignement rattaché au département de Paris	108
Arrêté N °2014175-0007 - arrêté modifiant la liste prioritaire et la liste de restage des usagers du service prioritaire de l'électricité	110
Arrêté N °2014176-0001 - Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la générosité publique du fonds de dotation dénommé «MIMI ULLENS»	126
Arrêté N °2014176-0004 - Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la générosité publique du fonds de dotation dénommé « Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé »	129
Arrêté N °2014176-0010 - Arrêté préfectoral accordant au fonds de dotation « Fonds UNIAPAC » une autorisation pour procéder à l'appel à la générosité publique	132
Arrêté N °2014177-0004 - Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la générosité publique du fonds de dotation dénommé «GREENITY'S ENDOWMENT FOR EDUCATION» dit «FONDS GREENITY'S POUR L'EDUCATION»	135
Arrêté N °2014177-0005 - Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la générosité publique du fonds de dotation dénommé «Fonds KHEOPS pour l'archéologie»	138



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014168-0024

signé par
Directeur général de l'agence régionale de santé de l'Ile de France

le 17 Juin 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris
Offre de soins et médico- sociale

Arrêté conjoint N °2014-130 portant désignation des membres du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUPS- TS)

ARRETE CONJOINT N° 2014 - 130
portant désignation des membres du comité départemental de l'aide médicale urgente,
de la permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUPS-TS)

Le Préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris,
Le Préfet de Police,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité de Paris,
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France

- VU le code de la santé publique, notamment ses articles R6313-1 et suivants ;
- VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU le décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;
- VU les propositions des organismes dont les représentants sont membres du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;

ARRÊTENT

ARTICLE 1^{er} :

Le comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires de Paris (CODAMUPS-TS) est coprésidé par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris ou son représentant, et par le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France ou son représentant. Il est coprésidé par le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France ou son représentant, et par le Préfet de Police ou son représentant lorsque les affaires examinées relèvent de la compétence de celui-ci.

Il est **composé** comme suit :

1° De représentants des collectivités territoriales :

Quatre conseillers de Paris désignés par leur conseil :
Madame Pénélope KOMITES, conseiller de Paris ;
Madame Karen TAIEB, conseiller de Paris ;
Monsieur Hervé BEGUE, conseiller de Paris ;
Madame Dominique STOPPA-LYONNET, conseiller de Paris ;

2° Des partenaires de l'aide médicale urgente :

- a) Monsieur le Professeur Pierre CARLI, représentant le S.A.M.U de Paris ;
Monsieur le Docteur Jean-Sébastien MARX, représentant le S.M.U.R ;
- b) Monsieur Patrick CAMPHIN, directeur d'établissement public de santé doté de moyens mobiles de secours et de soins d'urgence ;
- d) Le Général Gaétan PONCELIN DE RAUCOURT, représentant le Général commandant la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris ;
- e) Médecin-chef des services Laurent DOMANSKI, Médecin-chef de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris ;
- f) Chef de bataillon Raphael ROCHE, représentant l'Officier de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris ;

3° Des membres nommés sur proposition des organismes qu'ils représentent :

- a) Monsieur le Docteur Marc BAILLARGEAT, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, et Madame le Docteur Nathalie REGENSBERG de ANDREIS, suppléante ;
- b) Monsieur le Docteur Frédéric FLAIS, Monsieur le Docteur José CLAVERO, Monsieur le Docteur Abraham SABBAH, Monsieur le Docteur Nicolas CROCHETON, représentants les médecins de l'Union régionale des professionnels de santé ;
- c) Monsieur Laurent SIMEONI, représentant le Conseil Départemental de la Croix-Rouge Française, et Monsieur Eric DUFOUR, suppléant ;
- d) Monsieur le Docteur Dominique PATERON, représentant le Samu-Urgences de France ;
Monsieur le Docteur Patrick PELLOUX, représentant l'Association des Médecins Urgentistes de France (A.M.U.F), et Monsieur le Docteur Rafik MASMOUD, suppléant ;
- f) Monsieur le Docteur Jean-Marc BONE, représentant les Urgences médicales de Paris, et Monsieur le Docteur Kamel ALLAOUI, suppléant ;
Monsieur le Docteur Alain PARENT, représentant la Garde médicale de Paris, et Monsieur le Docteur William ECLANCHER, suppléant ;
Monsieur le Docteur Serge SMADJA, représentant SOS médecins Ile-de-France, et Pascal CHANSART, suppléant ;
- g) Madame Carole FESTA, représentant la Fédération hospitalière de France (F.H.F) ;
- h) Monsieur Gorka NOIR, représentant la Fédération de l'hospitalisation privée d'Ile-de-France, et Madame Nicola PALLADO, suppléante ; Madame Hélène BERTON-ZWARTJES, représentant la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés d'Ile-de-France (F.E.H.A.P), et Monsieur Cédric BOUTONNET, suppléant ;
- i) Monsieur Jean-Marc FALSON et Monsieur Nabil REFFAS, représentant la Fédération nationale des artisans ambulanciers, et Monsieur Anoar BETTAIEB et Monsieur Renaud LETROSNE, suppléants ;
Madame Sandrine PINCHARD, représentant la Chambre nationale des services d'ambulances, et Monsieur Pascal PINCHARD, suppléant ;
Monsieur Laurent GUETTE, représentant la Fédération nationale des ambulanciers privés, et Monsieur Frédéric BOUMENDIL, suppléant ;

j) Monsieur Alain LETROSNE, représentant l'association de transports sanitaires d'urgence (A.T.S.U) et madame Danielle CAUMONT, suppléante ;

k) Monsieur Pierre CHARBIT, désigné par le conseil régional de l'ordre des pharmaciens et madame Corinne KAMANI, suppléante ;

l) Monsieur Pierre COLY représentant l'union régionale des professionnels de santé représentant les pharmaciens d'officine et monsieur Jean SCHIES, suppléant ;

m) Monsieur Frédéric LOUP, représentant la fédération des syndicats pharmaceutiques de France et Madame Andrée IVALDI, suppléante ;

n) Madame le docteur Claudia VALENSI, désigné par le conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes et monsieur le docteur Michel AMORIC, suppléant ;

o) Monsieur le docteur Laurent PINTO, représentant de l'union régionale des professionnels de santé représentant les chirurgiens-dentistes et monsieur le docteur Pierre VIGNERON, suppléant ;

4° Un représentant des associations d'usagers :

Monsieur FOUNDOULIS, représentant l'union départementale des associations familiales de Paris et Madame Françoise THIEBAULT, suppléante ;

ARTICLE 2 :

Les représentants des collectivités territoriales sont nommés pour la durée de leur mandat.

Les autres membres du comité sont nommés pour une durée de trois ans à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

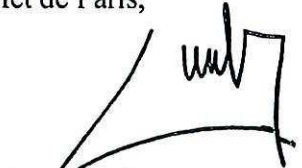
L'arrêté conjoint n°2011-DT75/35 du 10 mars 2011 portant désignation des membres du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, le préfet, directeur du cabinet du Préfet de police et le directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr.

Fait à Paris, le 17 JUIN 2014


Le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,


Jean DAUBIGNY
Page 4

Le Directeur Général de
L'Agence Régionale de Santé
Ile-de-France


Signé
Arrêté N°2014168-0024 - 27/06/2014
Claude EVIN

Le préfet de Police,


Bernard BOUCAULT



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014168-0025

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 17 Juin 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

déclarant l'état d'insalubrité du logement situé
au 2ème étage, porte droite, bâtiment A rue de
l'immeuble sis 11 passage du Mont Cenis à
Paris 18ème et prescrivant les mesures
appropriées pour y mettre fin



PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris

dossier n° : 14010247

ARRÊTÉ

déclarant l'état d'insalubrité du logement situé au 2^{ème} étage, porte droite, bâtiment A rue de l'immeuble sis 11 passage du Mont Cenis à Paris 18^{ème}
et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.1331-26 à L.1331-31, L.1337-2, L.1337-4 et R.1331-4 à R.1331-11 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L.111-6-1 et L.521-1 à L.521-4 ;

Vu le code du travail, notamment son article L.235-1 ;

Vu la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 dite loi Vivien tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, modifiée par la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

Vu l'ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 relative au recouvrement des créances de l'Etat et des communes résultant de mesures de lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2012-257-0004 du 13 septembre 2012 relatif au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2012-320-0004 du 15 novembre 2012 modifiant l'arrêté interpréfectoral n° 2012-257-0007 du 13 septembre 2012 portant nomination au sein du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris ;

Vu l'arrêté préfectoral n °2013360-0012 du 26 décembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral n°2013191-0004 du 10 juillet 2013 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en 24 février 2014, concluant à l'insalubrité du logement susvisé ;

Vu l'avis émis le 19 mai 2014, par la formation spécialisée du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris, sur la réalité et les causes de l'insalubrité du logement susvisé et les mesures propres à y remédier ;

Considérant que l'insalubrité constatée dans ce logement constitue un danger pour la santé des personnes qui l'occupent, notamment aux motifs suivants :

1 - Humidité de condensation due :

- à l'insuffisance de dispositif de ventilation permanente du logement.

2 - Humidité par infiltrations récurrentes d'eaux potables et usées due:

- au mauvais état des installations sanitaires, de leur pourtour et de leurs raccordements, non étanches,
- au défaut d'étanchéité de la tuyauterie d'eau froide à droite de l'entrée,
- au défaut d'étanchéité des installations sanitaires du logement en surplomb (lot 12). Cette insalubrité est traitée dans une procédure parallèle.

3 – Insécurité des personnes due:

- à l'insuffisance de protection de l'installation électrique.

4 - Insalubrité par références aux caractéristiques du logement décent due :

- à l'absence d'installation permettant un chauffage normal, munie des dispositifs d'alimentation en énergie et adaptée aux caractéristiques du logement,
- à la vétusté, ainsi qu'aux dégradations par infiltrations des revêtements de murs et de plafonds.

Considérant que la formation spécialisée du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris, conclut à l'insalubrité et à la possibilité d'y remédier ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R Ê T E

Article 1^{er}. – Le logement situé au 2^{ème} étage, porte droite, bâtiment A rue de l'immeuble sis 11 passage du Mont Cenis à Paris 18^{ème} (références cadastrales 18-BD-34, lot n°8), propriété de Monsieur Moktar SAHBATOU, domicilié au 82, rue Julian Grimau à Drancy (93700), est déclaré **insalubre à titre réparable**, par le présent arrêté.

Article 2. – Il appartient à la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, en qualité de propriétaire, de réaliser toutes mesures nécessaires afin de remédier à l'insalubrité constatée, et ce dans un délai de **TROIS MOIS**, à compter de la notification du présent arrêté, à savoir :

1 - Afin de faire cesser durablement la condensation qui s'y manifeste :

- Exécuter tous travaux nécessaires pour assurer l'aération générale et permanente dans le logement.
- Assurer la compatibilité du système d'aération aux installations de gaz ou appareils de combustion éventuellement existants.

2 - Afin de faire cesser les infiltrations d'eaux potables et d'eaux usées qui se produisent dans les locaux habités :

- Exécuter tous travaux nécessaires pour assurer l'étanchéité et le bon fonctionnement des canalisations d'alimentation en eau et de vidange des appareils sanitaires, ainsi que leur étanchéité au pourtour (sol, parements muraux, joint autour des appareils).
- Assurer l'étanchéité de la tuyauterie d'eau froide à droite de l'entrée.

3 - Afin de faire cesser l'insécurité des personnes :

- Assurer la sécurité des installations électriques générales et particulières de manière à ce qu'elles ne puissent être cause de trouble pour la santé des occupants. Prendre toutes dispositions pour permettre que la remise en service des installations se fasse en sécurité, notamment par le passage du Consuel ou de tout organisme reconnu par les autorités européennes.

4 - Afin d'assurer la salubrité par référence aux caractéristiques du logement décent,

- Exécuter toutes mesures nécessaires, notamment assurer un chauffage suffisant, de puissance adaptée au volume des pièces à chauffer.
- Remettre en état les revêtements de parois, de sol et de plafonds, détériorés, afin d'obtenir des surfaces adaptées à leur usage.

5 - Exécuter tous les travaux annexes strictement nécessaires, à titre de complément direct, des travaux prescrits ci-dessus, et sans lesquels ces derniers demeureraient inefficaces.

Ces mesures devront être réalisées avec toutes les précautions nécessaires pour préserver la santé des personnes (notamment les risques liés au plomb ou à l'amiante).

Article 3. - Les dispositions de l'article L.1331-28-2 du code de la santé publique et celles des articles L. 521-1 & suivants du code de la construction et de l'habitation (reproduites en annexe du présent arrêté) sont applicables dans les conditions prévues par l'article L.521-1 du code précité.

Article 4. – La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée par le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris qu'après constatation de l'exécution des mesures destinées à remédier à l'insalubrité ainsi que de leur conformité aux prescriptions du présent arrêté, par l'autorité administrative compétente, à savoir le service technique de l'habitat, représentant le Préfet, sis 17, boulevard Morland à Paris 4^{ème}.

Le propriétaire tient à la disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 5. – Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble, aux frais du propriétaire.

Article 6. - Faute pour la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer dans le délai ci-dessus fixé aux prescriptions qui précèdent, elle y sera contrainte par toutes les voies de droit conformément à l'article L.1331-29 du code de la santé publique, et les frais de procédure engagés à son encontre par la ville de Paris, du fait que les prescriptions administratives n'auraient pas été exécutées dans ce délai, seront mis à sa charge.

Article 7. – Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.1337-4 du code de la santé publique ainsi que les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 8. – La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (*Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19*), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (*Direction Générale de la Santé – EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP*) dans les deux mois suivant sa notification.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris ou de quatre mois pour le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (*7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04*) dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande, ou de son rejet implicite.

Article 9. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le maire de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à l'article L.1331-28-1 du code de la santé publique.

Fait à Paris, le 17 JUIN 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,
et par délégation,
✓ le délégué territorial de Paris,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE

ANNEXE

Articles L. 521-1 à L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation :

Art. L. 521-1. - Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Art. L. 521-2. - I. - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II. - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III. - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

De ce fait, les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés.

Art. L. 521-3-1. - I. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Art. L. 521-3-2. - I. - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II. - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III. - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV. - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V. - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI. - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

Cette créance est garantie par une hypothèque légale sur l'immeuble ou, s'il s'agit d'un immeuble en copropriété, sur le ou les lots en cause.

VII. - Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Art. L. 521-4. - I. - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 EUR le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III. - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code. »

Article L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation :

Sont interdites :

-qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division par appartements d'immeubles qui sont frappés d'une interdiction d'habiter, ou d'un arrêté de péril, ou sont déclarés insalubres, ou comportent pour le quart au moins de leur superficie totale des logements loués ou occupés classés dans la catégorie IV visée par la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 précitée. La division d'un immeuble bâti ou d'un groupe d'immeubles bâtis, entre plusieurs personnes, par lots comprenant chacun une partie privative et une quote-part de parties communes est néanmoins autorisée lorsqu'il s'agit d'y réaliser des travaux de restauration immobilière déclarés d'utilité publique en application de l'article L. 313-4 du code de l'urbanisme ;

-qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division d'immeuble en vue de mettre à disposition des locaux à usage d'habitation d'une superficie et d'un volume habitables inférieurs respectivement à 14 m² et à 33 m³ ou qui ne sont pas pourvus d'une installation d'alimentation en eau potable, d'une installation d'évacuation des eaux usées ou d'un accès à la fourniture de courant électrique, ou qui n'ont pas fait l'objet de diagnostics amiante en application de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et risque de saturnisme lorsque l'immeuble est soumis aux dispositions de l'article L. 1334-5 du même code ;

-toute division par appartements d'immeuble de grande hauteur à usage d'habitation ou à usage professionnel ou commercial et d'habitation dont le contrôle exercé par la commission de sécurité a donné lieu à un avis défavorable de l'autorité compétente ou à des prescriptions qui n'ont pas été exécutées.

Sont punies d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 75 000 euros les personnes qui mettent en vente, en location ou à la disposition d'autrui des locaux destinés à l'habitation et provenant d'une division réalisée en méconnaissance des interdictions définies au présent article.

Les personnes physiques encourent également la peine complémentaire suivante : l'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

-l'amende, selon les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;

-les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. Pour l'application du 8°, la confiscation porte sur le fonds de commerce ou sur l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

Article L. 1337-4 du code de la santé publique :

I.-Est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une injonction prise sur le fondement du premier alinéa de l'article L. 1331-24 ;

-le fait de refuser, sans motif légitime et après une mise en demeure, d'exécuter les mesures prescrites en application du II de l'article L. 1331-28.

II.-Est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-23.

III.-Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer, dans le délai fixé, à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-22 ;

-le fait, à compter de la notification de la réunion de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires ou technologiques prévue par l'article L. 1331-27 ou à compter de la notification de la mise en demeure lorsque ces locaux sont visés par des mesures prises sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-26-1, de dégrader, détériorer, détruire des locaux ou de les rendre impropres à l'habitation de quelque façon que ce soit dans le but d'en faire partir les occupants ;

-le fait, de mauvaise foi, de ne pas respecter une interdiction d'habiter et le cas échéant d'utiliser des locaux prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-28 ;

-le fait de remettre à disposition des locaux vacants ayant fait l'objet de mesures prises en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23 et L. 1331-24 ou déclarés insalubres en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28.

IV.-Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou de l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

V.-Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. La confiscation mentionnée au 8° de l'article 131-39 du même code porte sur le fonds de commerce ou l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

VI.-Lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du code de la construction et de l'habitation.



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014168-0026

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 17 Juin 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

déclarant l'état d'insalubrité du logement situé
au 3ème étage, porte droite, bâtiment A rue de
l'immeuble sis 11 passage du Mont Cenis à
Paris 18ème et prescrivant les mesures
appropriées pour y mettre fin



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris

dossier n° : 14010250

ARRÊTÉ

déclarant l'état d'insalubrité du logement situé au 3^{ème} étage, porte droite, bâtiment A rue de l'immeuble sis 11 passage du Mont Cenis à Paris 18^{ème}
et prescrivant les mesures appropriées pour y mettre fin

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS**

**Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.1331-26 à L.1331-31, L.1337-2, L.1337-4 et R.1331-4 à R.1331-11 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L.111-6-1 et L.521-1 à L.521-4 ;

Vu le code du travail, notamment son article L.235-1 ;

Vu la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 dite loi Vivien tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, modifiée par la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

Vu l'ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 relative au recouvrement des créances de l'Etat et des communes résultant de mesures de lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2012-257-0004 du 13 septembre 2012 relatif au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2012-320-0004 du 15 novembre 2012 modifiant l'arrêté interpréfectoral n° 2012-257-0007 du 13 septembre 2012 portant nomination au sein du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013360-0012 du 26 décembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral n°2013191-0004 du 10 juillet 2013 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en 24 février 2014, concluant à l'insalubrité du logement susvisé ;

Vu l'avis émis le 19 mai 2014, par la formation spécialisée du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris, sur la réalité et les causes de l'insalubrité du logement susvisé et les mesures propres à y remédier ;

Considérant que l'insalubrité constatée dans ce logement constitue un danger pour la santé des personnes qui l'occupent, notamment aux motifs suivants :

1 - Humidité de condensation due :

- à l'insuffisance de dispositif de ventilation permanente du logement.

2 - Humidité par infiltrations récurrentes d'eaux potables et usées due :

- au mauvais état des installations sanitaires, de leur pourtour et de leurs raccordements, non étanches

Cette humidité par condensation et infiltrations a entraîné la dégradation des revêtements des murs et des plafonds du logement à l'aplomb (lot 8) et des parties communes.

3 – Insécurité des personnes due:

- à l'insuffisance de protection de l'installation électrique.

Considérant que la formation spécialisée du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris, conclut à l'insalubrité et à la possibilité d'y remédier ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R Ê T E

Article 1^{er}. – Le logement situé au 3^{ème} étage, porte droite, bâtiment A rue de l'immeuble sis 11 passage du Mont Cenis à Paris 18^{ème} (références cadastrales 18-BD-34, lot n°12), propriété de Monsieur Moktar SAHBATOU, domicilié au 82, rue Julian Grimau à Drancy (93700), est déclaré insalubre à titre réparable, par le présent arrêté.

Article 2. – Il appartient à la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, en qualité de propriétaire, de réaliser toutes mesures nécessaires afin de remédier à l'insalubrité constatée, et ce dans un délai de **TROIS MOIS**, à compter de la notification du présent arrêté, à savoir :

1 - Afin de faire cesser durablement la condensation qui s'y manifeste :

- Exécuter tous travaux nécessaires pour assurer l'aération générale et permanente dans le logement.
- Assurer la compatibilité du système d'aération aux installations de gaz ou appareils de combustion éventuellement existants.

2 - Afin de faire cesser les infiltrations d'eaux potables et d'eaux usées qui se produisent dans les locaux habités :

- Exécuter tous travaux nécessaires pour assurer l'étanchéité et le bon fonctionnement des canalisations d'alimentation en eau et de vidange des appareils sanitaires, ainsi que leur étanchéité au pourtour (sol, parements muraux, joint autour des appareils).

3 - Afin de faire cesser l'insécurité des personnes :

- Assurer la sécurité des installations électriques générales et particulières de manière à ce qu'elles ne puissent être cause de trouble pour la santé des occupants. Prendre toutes dispositions pour permettre que la remise en service des installations se fasse en sécurité, notamment par le passage du Consuel ou de tout organisme reconnu par les autorités européennes.

4 - Exécuter tous les travaux annexes strictement nécessaires, à titre de complément direct, des travaux prescrits ci-dessus, et sans lesquels ces derniers demeureraient inefficaces.

Ces mesures devront être réalisées avec toutes les précautions nécessaires pour préserver la santé des personnes (notamment les risques liés au plomb ou à l'amiante).

Article 3. - Les dispositions de l'article L.1331-28-2 du code de la santé publique et celles des articles L. 521-1 & suivants du code de la construction et de l'habitation (reproduites en annexe du présent arrêté) sont applicables dans les conditions prévues par l'article L.521-1 du code précité.

Article 4. – La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée par le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris qu'après constatation de l'exécution des mesures destinées à remédier à l'insalubrité ainsi que de leur conformité aux prescriptions du présent arrêté, par l'autorité administrative compétente, à savoir le service technique de l'habitat, représentant le Préfet, sis 17, boulevard Morland à Paris 4^{ème}.

Le propriétaire tient à la disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 5. – Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble, aux frais du propriétaire.

Article 6. - Faute pour la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer dans le délai ci-dessus fixé aux prescriptions qui précèdent, elle y sera contrainte par toutes les voies de droit conformément à l'article L.1331-29 du code de la santé publique, et les frais de procédure engagés à son encontre par la ville de Paris, du fait que les prescriptions administratives n'auraient pas été exécutées dans ce délai, seront mis à sa charge.

Article 7. – Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.1337-4 du code de la santé publique ainsi que les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 8. – La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (*Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19*), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (*Direction Générale de la Santé – EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP*) dans les deux mois suivant sa notification.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris ou de quatre mois pour le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande, ou de son rejet implicite.

Article 9. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le maire de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à l'article L.1331-28-1 du code de la santé publique.

Fait à Paris, le **17 JUIN 2014**

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,
et par délégation,
le délégué territorial de Paris,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE

ANNEXE

Articles L. 521-1 à L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation :

Art. L. 521-1. - Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Art. L. 521-2. - I. - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II. - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III. - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

De ce fait, les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés.

Art. L. 521-3-1. - I. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Art. L. 521-3-2. - I. - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II. - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III. - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV. - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V. - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI. - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

Cette créance est garantie par une hypothèque légale sur l'immeuble ou, s'il s'agit d'un immeuble en copropriété, sur le ou les lots en cause.

VII. - Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Art. L. 521-4. - I. - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 EUR le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III. - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
 - les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal.
- La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code. »

Article L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation :

Sont interdites :

-qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division par appartements d'immeubles qui sont frappés d'une interdiction d'habiter, ou d'un arrêté de péril, ou sont déclarés insalubres, ou comportent pour le quart au moins de leur superficie totale des logements loués ou occupés classés dans la catégorie IV visée par la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 précitée. La division d'un immeuble bâti ou d'un groupe d'immeubles bâtis, entre plusieurs personnes, par lots comprenant chacun une partie privative et une quote-part de parties communes est néanmoins autorisée lorsqu'il s'agit d'y réaliser des travaux de restauration immobilière déclarés d'utilité publique en application de l'article L. 313-4 du code de l'urbanisme ;

-qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division d'immeuble en vue de mettre à disposition des locaux à usage d'habitation d'une superficie et d'un volume habitables inférieurs respectivement à 14 m² et à 33 m³ ou qui ne sont pas pourvus d'une installation d'alimentation en eau potable, d'une installation d'évacuation des eaux usées ou d'un accès à la fourniture de courant électrique, ou qui n'ont pas fait l'objet de diagnostics amiante en application de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et risque de saturnisme lorsque l'immeuble est soumis aux dispositions de l'article L. 1334-5 du même code ;

-toute division par appartements d'immeuble de grande hauteur à usage d'habitation ou à usage professionnel ou commercial et d'habitation dont le contrôle exercé par la commission de sécurité a donné lieu à un avis défavorable de l'autorité compétente ou à des prescriptions qui n'ont pas été exécutées.

Sont punies d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 75 000 euros les personnes qui mettent en vente, en location ou à la disposition d'autrui des locaux destinés à l'habitation et provenant d'une division réalisée en méconnaissance des interdictions définies au présent article.

Les personnes physiques encourent également la peine complémentaire suivante : l'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, selon les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. Pour l'application du 8°, la confiscation porte sur le fonds de commerce ou sur l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

Article L. 1337-4 du code de la santé publique :

I.-Est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une injonction prise sur le fondement du premier alinéa de l'article L. 1331-24 ;

-le fait de refuser, sans motif légitime et après une mise en demeure, d'exécuter les mesures prescrites en application du II de l'article L. 1331-28.

II.-Est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-23.

III.-Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer, dans le délai fixé, à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-22 ;

-le fait, à compter de la notification de la réunion de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires ou technologiques prévue par l'article L. 1331-27 ou à compter de la notification de la mise en demeure lorsque ces locaux sont visés par des mesures prises sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-26-1, de dégrader, détériorer, détruire des locaux ou de les rendre impropres à l'habitation de quelque façon que ce soit dans le but d'en faire partir les occupants ;

-le fait, de mauvaise foi, de ne pas respecter une interdiction d'habiter et le cas échéant d'utiliser des locaux prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-28 ;

-le fait de remettre à disposition des locaux vacants ayant fait l'objet de mesures prises en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23 et L. 1331-24 ou déclarés insalubres en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28.

IV.-Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou de l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

V.-Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. La confiscation mentionnée au 8° de l'article 131-39 du même code porte sur le fonds de commerce ou l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

VI.-Lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du code de la construction et de l'habitation.



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014171-0012

**signé par
Délégue territoriale de Paris**

le 20 Juin 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

mettant en demeure Monsieur Eric GUEROT
de faire cesser définitivement l'occupation aux
fins d'habitation du local situé escalier de
service sur cour gauche, au 6ème étage,
couloir droite, première porte droite de
l'immeuble sis 18 rue de Grenelle à Paris
7ème.



PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris

Dossier n° : 13120341

ARRÊTÉ

mettant en demeure Monsieur Eric GUEROT de faire cesser définitivement l'occupation aux fins d'habitation du local situé escalier de service sur cour gauche, au 6^{ème} étage couloir droite, première porte droite de l'immeuble sis **18 rue de Grenelle à Paris 7^{ème}**.

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L.1331-22 et L.1337-4 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L.521-1 à L.521-4 ;

Vu la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

Vu l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 relative au recouvrement des créances de l'Etat et des communes résultant de mesures de lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013360-0012 du 26 décembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral n°2013191-0004 du 10 juillet 2013 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 19 mai 2014, proposant d'engager pour le local situé escalier de service sur cour gauche, au 6^{ème} étage couloir droite, première porte droite de l'immeuble sis **18 rue de grenelle à Paris 7^{ème}** (références cadastrales 751070AE0046 - lot de copropriété n° 83), la procédure prévue à l'article L. 1331-22 du code de la santé publique, à l'encontre de Monsieur Eric GUEROT, en qualité de propriétaire ;

Vu le courrier adressé le 3 juin 2014 à Monsieur Eric GUEROT et les d'observations de l'intéressé à la suite de celui-ci ;

Considérant que le local en cause mis à disposition aux fins d'habitation :

- Est une chambre d'une surface de 5,3m² ;
- Est équipé d'une fenêtre PVC avec réglette et une cheminée naturelle au plafond, mais bouchée en toiture ;
- Comporte un évier bouché sous lequel de l'eau fuit sur les prises électriques ;
- Est équipé d'une installation électrique, avec fusibles à cartouche, et sans disjoncteur 3mA ;
- Et dont les WC sont communs et sont situés sur le palier ;

Considérant qu'il résulte notamment de cette situation :

- l'exiguïté des lieux
- la dangerosité liée à la fuite d'eau sur les prises électrique

Considérant que les caractéristiques de ce local ne permettent pas l'hébergement de personnes dans des conditions conformes à la dignité humaine, et qu'elles sont susceptibles de nuire à leur santé ;

Considérant que ces conditions d'occupation ne permettent pas de disposer d'un espace vital suffisant et présentent un risque de développement de troubles psychosociaux, de troubles comportementaux et de déstructuration spatiale et temporelle pour les personnes qui y habitent ;

Considérant que ce local est par nature impropre à l'habitation et que sa mise à disposition aux fins d'habitation est prohibée ;

Considérant le danger pour la santé de l'occupant;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R E T E

Article 1^{er} – Monsieur Eric GUEROT domicilié 7 avenue du Parc à COURBEVOIE (92400), en qualité de propriétaire du local situé escalier de service sur cour gauche, au 6^{ème} étage couloir droite, première porte droite de l'immeuble sis **18 rue de Grenelle à Paris 7^{ème}** (*références cadastrales 751070AE0046 - lot de copropriété n° 83*), est mis en demeure d'en faire cesser définitivement l'occupation aux fins d'habitation.

Article 2 – La mesure ci-dessus devra être mise en application dans le délai maximum de **3 MOIS**, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 – Le présent arrêté sera notifié à la personne mentionnée à l'article 1^{er}, ainsi qu'à l'occupant du local concerné.

Article 4 – Les dispositions des articles L. 521-1 & suivants du code de la construction et de l'habitation, reproduites en annexe 1 du présent arrêté, sont applicables dans les conditions précisées à l'article L. 521-1 de ce même code.

Article 5 – Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent est passible des sanctions pénales prévues par l'article L.1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 6 - Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 1, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19), soit

hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé –EA2– sise 14, avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police pour les autres personnes.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris et le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande.

Article 7 – Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Article 8 - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le maire de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 JUIN 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris,
et par délégation,



Délégué Territorial de Paris
GILLES ECHARDOUR

ANNEXE 1

Article L. 1331-22 du code de la santé publique :

« Les caves, les combles, pièces dépourvues d'ouverture sur l'extérieur et autres locaux par nature impropres à l'habitation ne peuvent être mis à disposition aux fins d'habitation, à titre gratuit ou onéreux. Le préfet met en demeure la personne qui a mis les locaux à disposition de faire cesser cette situation dans un délai qu'il fixe. Il peut prescrire, le cas échéant, toutes mesures nécessaires pour empêcher l'accès ou l'usage des locaux aux fins d'habitation, au fur et à mesure de leur évacuation. Les mêmes mesures peuvent être décidées à tout moment par le maire au nom de l'Etat. Ces mesures peuvent faire l'objet d'une exécution d'office.

Les dispositions de l'article L. 521-2 du code de la construction et de l'habitation sont applicables aux locaux visés par la mise en demeure. La personne qui a mis les locaux à disposition est tenue d'assurer le relogement des occupants dans les conditions prévues par l'article L. 521-3-1 du même code ; à défaut, les dispositions de l'article L. 521-3-2 sont applicables. »

Article L. 1337-4- III et suivants du code de la santé publique :

Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 EUR :

- le fait de ne pas déférer, dans le délai fixé, à une mise en demeure du préfet prise sur le fondement de l'article L. 1331-22 ;
- le fait, à compter de la notification de la réunion de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires ou technologiques prévue par l'article L. 1331-27 ou à compter de la notification de la mise en demeure lorsque ces locaux sont visés par des mesures prises sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-26-1, de dégrader, détériorer, détruire des locaux ou de les rendre impropres à l'habitation de quelque façon que ce soit dans le but d'en faire partir les occupants ;
- le fait, de mauvaise foi, de ne pas respecter une interdiction d'habiter et le cas échéant d'utiliser des locaux prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-28 ;
- le fait de remettre à disposition des locaux vacants ayant fait l'objet de mesures prises en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23 et L. 1331-24 ou déclarés insalubres en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28.

IV. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou de l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

V. - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues à l'article 131-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende suivant les modalités prévues à l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8°, 9° de l'article 131-39 du code pénal. La confiscation mentionnée au 8° de l'article 131-39 du code pénal porte sur le fonds de commerce ou l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

VI. - Lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du code de la construction et de l'habitation.

Articles L. 521-1 à L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation :

Art. L. 521-1. - Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Art. L. 521-2. - I. - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II. - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation

des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III. - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

De ce fait, les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés.

Art. L. 521-3-1. - I. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II. - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Art. L. 521-3-2. - I. - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II. - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou

l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III. - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV. - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V. - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI. - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

Cette créance est garantie par une hypothèque légale sur l'immeuble ou, s'il s'agit d'un immeuble en copropriété, sur le ou les lots en cause.

VII. - Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Art. L. 521-4. - I. - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 EUR le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III. - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code. »

Article L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation :

Sont interdites :

- qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division par appartements d'immeubles qui sont frappés d'une interdiction d'habiter, ou d'un arrêté de péril, ou sont déclarés insalubres, ou comportent pour le quart au moins de leur superficie totale des logements loués ou occupés classés dans la catégorie IV visée par la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 précitée. La division d'un immeuble bâti ou d'un groupe d'immeubles bâtis, entre plusieurs personnes, par lots comprenant chacun une partie privative et une quote-part de parties communes est néanmoins autorisée lorsqu'il s'agit d'y réaliser des travaux de restauration immobilière déclarés d'utilité publique en application de l'article L. 313-4 du code de l'urbanisme ;
- qu'elle soit en propriété ou en jouissance, qu'elle résulte de mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage ou de locations, toute division d'immeuble en vue de mettre à disposition des locaux à usage d'habitation d'une superficie et d'un volume habitables inférieurs respectivement à 14 m² et à 33 m³ ou qui ne sont pas pourvus d'une installation d'alimentation en eau potable, d'une installation d'évacuation des eaux usées ou d'un accès à la fourniture de courant électrique, ou qui n'ont pas fait l'objet de diagnostics amiante en application de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et risque de saturnisme lorsque l'immeuble est soumis aux dispositions de l'article L. 1334-5 du même code ;
- toute division par appartements d'immeuble de grande hauteur à usage d'habitation ou à usage professionnel ou commercial et d'habitation dont le contrôle exercé par la commission de sécurité a donné lieu à un avis défavorable de l'autorité compétente ou à des prescriptions qui n'ont pas été exécutées.

Sont punies d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 75 000 euros les personnes qui mettent en vente, en location ou à la disposition d'autrui des locaux destinés à l'habitation et provenant d'une division réalisée en méconnaissance des interdictions définies au présent article.

Les personnes physiques encourent également la peine complémentaire suivante : l'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, selon les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. Pour l'application du 8°, la confiscation porte sur le fonds de commerce ou sur l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

Article L. 1337-4 du code de la santé publique :

I.- Est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 Euros :

- le fait de ne pas déférer à une injonction prise sur le fondement du premier alinéa de l'article L. 1331-24;
- le fait de refuser, sans motif légitime et après une mise en demeure, d'exécuter les mesures prescrites en application du II de l'article L. 1331-28.

II.- Est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 000 Euros :

- le fait de ne pas déférer à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-23.

III.- Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 Euros :

- le fait de ne pas déférer, dans le délai fixé, à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-22 ;

- le fait, à compter de la notification de la réunion de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires ou technologiques prévue par l'article L. 1331-27 ou à compter de la notification de la mise en demeure lorsque ces locaux sont visés par des mesures prises sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-26-1, de dégrader, détériorer, détruire des locaux ou de les rendre impropres à l'habitation de quelque façon que ce soit dans le but d'en faire partir les occupants ;

- le fait, de mauvaise foi, de ne pas respecter une interdiction d'habiter et le cas échéant d'utiliser des locaux prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-28 ;

- le fait de remettre à disposition des locaux vacants ayant fait l'objet de mesures prises en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23 et L. 1331-24 ou déclarés insalubres en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28.

IV.- Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou de l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

V.- Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. La confiscation mentionnée au 8° de l'article 131-39 du même code porte sur le fonds de commerce ou l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

VI.- Lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du code de la construction et de l'habitation.



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014175-0005

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 24 Juin 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre rémissible portant sur le logement situé bâtiment rue, 5ème étage, 2ème porte à gauche de l'immeuble sis 47, Boulevard de la Chapelle à Paris 10ème



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE REGION D'ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris

Dossier n° : 12070160

ARRÊTÉ

prononçant la mainlevée de l'arrêté préfectoral d'insalubrité à titre remédiable portant sur le logement situé bâtiment rue, 5^{ème} étage, 2^{ème} porte à gauche de l'immeuble sis 47, Boulevard de la Chapelle à Paris 10^{ème}.

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS**

**Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.1331-27, L.1331-28-1 et L.1331-28-3 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L.111-6-1 et suivants et L.521-1 à L.521-3 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 septembre 2013, déclarant le local situé bâtiment rue, 5^{ème} étage, 2^{ème} porte à gauche (lots de copropriété n°213 et 264), de l'immeuble sis 47, Boulevard de la Chapelle à Paris 10^{ème} (références cadastrales 010AA0017), insalubre à titre remédiable et prescrivant les mesures destinées à remédier à l'insalubrité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013360-0012 du 26 décembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral n°2013191-0004 du 10 juillet 2013 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 18 juin 2014, constatant, dans le logement susvisé, l'achèvement des mesures destinées à remédier à l'insalubrité et leur conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2013 ;

Considérant que les travaux réalisés ont permis de résorber les causes d'insalubrité mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2013, et que le local susvisé ne présente plus de risque pour la santé d'éventuels occupants ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R Ê T E

Article 1^{er}. - L'arrêté préfectoral du 4 septembre 2013, déclarant le local situé bâtiment rue, 5^{ème} étage, 2^{ème} porte à gauche de l'immeuble sis 47, Boulevard de la Chapelle à Paris 10^{ème}, insalubre à titre remédiable et prescrivant les mesures destinées à y remédier, est levé.

Article 2. - Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, Monsieur CHANINE Mohamed domicilié 49, Boulevard de la Chapelle à Paris 10^{ème}, au syndicat des copropriétaires représenté par son syndic actuel, le Cabinet Fajon, situé 24, rue Turin à Paris 8^{ème}. Il sera également affiché à la mairie du 10^{ème} arrondissement de Paris.

Article 4. - Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 1, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé – EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris et le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande.

Article 5. - Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Article 6. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de santé d'Ile-de-France, le maire de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à l'article L.1331-28-1 du code de la santé publique.

Fait à Paris, le 24 JUIN 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris
et par délégation,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014177-0006

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 26 Juin 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

ARRETE prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé au 5ème étage porte gauche de l'immeuble sis 15 rue Mendelssohn à Paris 20ème.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE REGION ILE-DE-FRANCE

PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris
dossier n° : H14050253

ARRÊTÉ

prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté
dans le logement situé au 5^{ème} étage porte gauche
de l'immeuble sis 15 rue Mendelssohn à Paris 20ème

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS,
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la santé publique, et notamment son article L.1311-4, modifié par l'article 18 de la loi de santé publique n° 2004-806 du 9 août 2004, et complété par l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 79-561 du 20 novembre 1979 modifié par arrêtés n° 82-10468 du 4 juin 1982, n° 86-10377 du 23 avril 1986 et n° 89-10266 du 3 avril 1989, portant règlement sanitaire départemental de Paris, et notamment ses articles 23, 23-1, 119, et 121 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013360-0012 du 26 décembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2013191-0004 du 10 juillet 2013 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris, en date du 24 juin 2014, constatant l'urgence de prendre des mesures d'assainissement dans le logement occupé par Monsieur SUDANT Dominique, propriété de Paris Habitat, agence Courat représenté par Monsieur MLAEIEH, domicilié 12-14 rue Courat à Paris (75020), situé au 5^{ème} étage porte gauche de l'immeuble sis 15 rue Mendelssohn à Paris 20ème ;

Considérant qu'il ressort notamment du rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris, en date du 24 juin 2014 susvisé que :

- le sol de la chambre est encombré de canettes et de bouteilles vides sur une hauteur de 80 cm ;
- le sol de la cuisine, l'évier, et les appareils ménagers sont jonchés d'emballages vides rendant la cuisine inutilisable ;
- la salle de bains est pleine de linges souillés, le wc et le sol sont dans un état de saleté répugnant ;
- des odeurs nauséabondes se dégagent du logement et incommode le voisinage ;

Millénaire 2 - 35, rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19 – 01 44 02 09 00

www.ars.iledefrance.sante.fr

- l'absence d'entretien et l'accumulation de rebus favorisent le développement d'insectes.

Considérant que la situation visée dans le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 24 juin 2014, constitue un risque d'épidémie et un danger imminent pour la santé des occupants et du voisinage ;

Considérant qu'il y a lieu de réaliser d'urgence, les mesures destinées à faire cesser l'insalubrité constatée ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R Ê T E

Article 1. - Il est fait injonction Monsieur SUDANT Dominique domicilié 15 rue Mendelssohn à Paris 20ème, occupant, assisté par son tuteur Monsieur RAISSON Henri domicilié 6 rue LEUCK Mathieu à Paris 20ème, de se conformer dans un délai de **QUINZE JOURS** à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions suivantes dans le logement situé au 5^{ème} étage porte gauche de l'immeuble sis 15 rue Mendelssohn à Paris 20ème:

- 1. débarrasser, nettoyer, désinfecter, dératiser et désinsectiser l'ensemble du logement afin de ne plus porter atteinte à la salubrité du voisinage ;**
- 2. exécuter tous les travaux annexes strictement nécessaires, à titre de complément direct des travaux prescrits ci-dessus, et sans lesquels ces derniers demeureront inefficaces.**

Ces mesures devront être réalisées avec toutes les précautions nécessaires pour préserver la santé des personnes (notamment les risques liés au plomb ou à l'amiante).

Article 2. - A défaut pour la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer aux dispositions ci-dessus dans le délai imparti, après constatation faite et procès-verbal dressé par l'inspecteur de salubrité du service technique de l'habitat de la ville de Paris, il sera procédé d'office aux mesures nécessaires, dans les conditions énoncées à l'article L.1311-4 du code de la santé publique, et ce à ses risques et périls, sans préjudice des poursuites pénales qui pourront éventuellement être exercées sur la base des articles L.1312-1 et L.1312-2 du code de la santé publique.

Article 3. - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris (Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé –EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification pour les destinataires de la présente décision, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police pour les autres personnes, qui y auraient intérêt légitime.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris et le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande.

Article 4. – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Article 5. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le maire de Paris sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur SUDANT Dominique, en qualité de 15 rue Mendelssohn à Paris 20ème ainsi qu'à son tuteur Monsieur RAISSON Henri.

Fait à Paris, le **26 JUIN 2014**

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,
et par délégation,
✓ le délégué territorial de Paris,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE





PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014177-0007

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 26 Juin 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

ARRÊTÉ prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé bâtiment cour gauche au 1er étage à droite, porte sous l'escalier de l'immeuble sis 82 rue du Faubourg du Temple à Paris 11ème



PREFET DE REGION ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris

dossier n° : 13070191

ARRÊTÉ

prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé bâtiment cour gauche au 1^{er} étage à droite, porte sous l'escalier de l'immeuble sis **82 rue du Faubourg du Temple à Paris 11^{ème}**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS,
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la santé publique, et notamment son article L.1311-4, modifié par l'article 18 de la loi de santé publique n° 2004-806 du 9 août 2004, et complété par l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 79-561 du 20 novembre 1979 modifié par arrêtés n° 82-10468 du 4 juin 1982, n° 86-10377 du 23 avril 1986 et n° 89-10266 du 3 avril 1989, portant règlement sanitaire départemental de Paris, et notamment l'article 51 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013360-0012 du 26 décembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2013191-0004 du 10 juillet 2013 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris, en date du 25 juin 2014, constatant l'urgence de prendre les mesures prescrites ci-dessous dans le logement occupé par Monsieur Aly EL KHATEIB, propriété de Madame Marie VAUGELADE BOUQUILLION MAQUIQUE, domiciliée 949 avenue du Professeur Louis Ravas, 34080 MONTPELLIER, dont le syndicat des copropriétaires est représenté par son syndic, le cabinet La Pagerie, domicilié 38, rue de Liège à Paris 8^{ème}, situé bâtiment cour gauche au 1^{er} étage à droite, porte sous l'escalier de l'immeuble sis **82 rue du Faubourg du Temple à Paris 11^{ème}** ;

Considérant qu'il ressort notamment du rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris, en date du 25 juin 2014 susvisé que l'installation électrique est vétuste, non reliée à la terre et dépourvue de disjoncteur différentiel 30mA, qu'elle présente notamment des raccords accessibles, des fils volants et de nombreuses multiprises ;

Considérant qu'il ressort notamment du rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris, en date du 25 juin 2014 susvisé que l'installation électrique n'est pas mise en sécurité et constitue un danger imminent pour la santé des occupants et du voisinage ;

Considérant qu'il y a lieu de réaliser d'urgence, les mesures destinées à faire cesser le danger ponctuel imminent constaté ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R Ê T E

Article 1. - Il est fait injonction au syndicat des copropriétaires représenté par son syndic, le cabinet La Pagerie, domicilié 38, rue de Liège à Paris 8^{ème}, à Madame Marie VAUGELADE BOUQUILLION MAQUIQUE, propriétaire, domiciliée 949 avenue du Professeur Louis Ravas, 34080 MONTPELLIER, de se conformer dans un délai de **QUINZE JOURS** à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions suivantes dans le logement situé bâtiment cour gauche au 1^{er} étage à droite, porte sous l'escalier de l'immeuble sis **82 rue du Faubourg du Temple à Paris 11^{ème}** ;

- 1. afin de faire cesser l'insécurité des personnes, assurer la sécurité des installations électriques générales et particulières de manière qu'elles ne puissent être la cause de trouble pour la santé des occupants. Prendre toutes dispositions pour permettre que la remise en service en toute sécurité des installations, notamment par le passage du CONSUEL ou de tout organisme reconnu par les autorités européennes.**
- 2. exécuter tous les travaux annexes strictement nécessaires, à titre de complément direct des travaux prescrits ci-dessus, et sans lesquels ces derniers demeureraient inefficaces.**

Ces mesures devront être réalisées avec toutes les précautions nécessaires pour préserver la santé des personnes (notamment les risques liés au plomb ou à l'amiante).

Article 2. - A défaut pour les personnes mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer aux dispositions ci-dessus dans le délai imparti, après constatation faite et procès-verbal dressé par l'inspecteur de salubrité du service technique de l'habitat de la ville de Paris, il sera procédé d'office aux mesures nécessaires, dans les conditions énoncées à l'article L.1311-4 du code de la santé publique, et ce à ses risques et périls, sans préjudice des poursuites pénales qui pourront éventuellement être exercées sur la base des articles L.1312-1 et L.1312-2 du code de la santé publique.

Article 3. - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris (Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé –EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification pour les destinataires de la présente décision, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police pour les autres personnes, qui y auraient intérêt légitime.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris et le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande.

Article 4. – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr.

Article 5. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le maire de Paris sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Marie VAUGELADE BOUQUILLION MAQUIQUE, en qualité de propriétaire et le cabinet La Pagerie, en qualité de syndic.

Fait à Paris, le 26 JUN 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,
et par délégation,
le délégué territorial de Paris,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014177-0008

**signé par
Délégué territorial adjoint de Paris**

le 26 Juin 2014

75 - Agence régionale de santé - Délégation territoriale de Paris

prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé au 6ème étage, porte gauche (appartement n °241) de l'immeuble sis 118 boulevard Davout à Paris 20ème



PREFET DE REGION ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Délégation territoriale
de Paris
dossier n° : 14020250

ARRÊTÉ

prescrivant les mesures pour mettre fin au danger imminent pour la santé publique constaté dans le logement situé au 6^{ème} étage, porte gauche (appartement n°241) de l'immeuble sis **118 boulevard Davout à Paris 20^{ème}**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS,
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la santé publique, et notamment son article L.1311-4, modifié par l'article 18 de la loi de santé publique n° 2004-806 du 9 août 2004, et complété par l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 79-561 du 20 novembre 1979 modifié par arrêtés n° 82-10468 du 4 juin 1982, n° 86-10377 du 23 avril 1986 et n° 89-10266 du 3 avril 1989, portant règlement sanitaire départemental de Paris, et notamment ses articles 23, 23-1, 119 et 121 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013360-0012 du 26 décembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2013191-0004 du 10 juillet 2013 portant délégation de signature à Monsieur Claude EVIN, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, à Monsieur Gilles ECHARDOUR, délégué territorial de Paris, et à Monsieur Denis LEONE, délégué territorial adjoint de Paris et à divers agents placés sous leur autorité ;

Vu le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris, en date du 24 juin 2014, constatant l'urgence de prendre des mesures d'assainissement dans le logement situé au 6^{ème} étage, porte gauche (appartement n°241), occupé par Monsieur SARAVIA José dont la gestion est assurée par PARIS HABITAT – Agence Courat, domicilié 12/14 rue Courat à Paris 20^{ème} ;

Considérant qu'il ressort notamment du rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris, en date du 24 juin 2014 susvisé que l'ensemble des pièces y compris la douche est encombré, que cette dernière est devenue inaccessible, que du linge souillé ainsi que des objets de rebus s'entassent un peu partout, qu'aucun entretien n'est assuré, que le sol et les appareils sanitaires sont dans un état de saleté repoussant, que cette situation est à l'origine de la propagation d'odeurs nauséabondes dans les parties communes et favorise la prolifération d'insectes ;

Considérant que la situation visée dans le rapport du service technique de l'habitat de la ville de Paris en date du 24 juin 2014, constitue un risque d'épidémie et un danger imminent pour la santé des occupants et du voisinage ;

Considérant qu'il y a lieu de réaliser d'urgence, les mesures destinées à faire cesser l'insalubrité constatée ;

Sur proposition du délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

A R R Ê T E

Article 1. - Il est fait injonction à Monsieur SARA VIA José, occupant, de se conformer dans un délai de **QUINZE JOURS** à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions suivantes dans le logement situé au 6^{ème} étage, porte gauche (appartement n°241) de l'immeuble sis **118 boulevard Davout à Paris 20^{ème}** :

- 1. Débarrasser, nettoyer, désinfecter, dératiser et désinsectiser l'ensemble du logement afin de ne plus porter atteinte à la salubrité du voisinage,**
- 2. exécuter tous les travaux annexes strictement nécessaires, à titre de complément direct des travaux prescrits ci-dessus, et sans lesquels ces derniers demeureraient inefficaces.**

Ces mesures devront être réalisées avec toutes les précautions nécessaires pour préserver la santé des personnes (notamment les risques liés au plomb ou à l'amiante).

Article 2. - A défaut pour la personne mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer aux dispositions ci-dessus dans le délai imparti, après constatation faite et procès-verbal dressé par l'inspecteur de salubrité du service technique de l'habitat de la ville de Paris, il sera procédé d'office aux mesures nécessaires, dans les conditions énoncées à l'article L.1311-4 du code de la santé publique, et ce à ses risques et périls, sans préjudice des poursuites pénales qui pourront éventuellement être exercées sur la base des articles L.1312-1 et L.1312-2 du code de la santé publique.

Article 3. - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris (Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Délégation territoriale de Paris – sise Millénaire 2, 35 rue de la Gare, 75935 PARIS CEDEX 19), soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé –EA2 – sise, 14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant sa notification pour les destinataires de la présente décision, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police pour les autres personnes, qui y auraient intérêt légitime.

L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois pour le préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris et le ministre chargé de la santé, vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Paris (7, rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04) dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la préfecture de police.

Toutefois, l'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande.

Article 4. – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr

Article 5. - Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le délégué territorial de Paris de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, le maire de Paris sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur SARAVIA José, en qualité d'occupant.

Fait à Paris, le 26 JUIN 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,
et par délégation,
/ le délégué territorial de Paris,

Délégué Territorial Adjoint de Paris
Denis LÉONE





PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0005

**signé par
Directeur général de l'AP- HP**

le 25 Juin 2014

75 - Assistance publique- Hôpitaux de Paris

Arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n °2012038-0010 du 7 février 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Pitié Salpêtrière - Charles Froix

DELEGATION AUX CONSEILS

Arrêté directeur modifiant l'arrêté directeur n°2012038-0010 du 7 février 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Pitié Salpêtrière – Charles Foix

**Le directeur général
de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris**

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-7, L. 6147-1, L. 6147-6, R. 6147-1 et suivants,

Vu l'arrêté directeur n°2010-0275 DG, en date du 29 novembre 2010, fixant la nouvelle rédaction du règlement intérieur-type de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris, et ses annexes, mis à jour et modifié,

Vu l'arrêté directeur n°2012038-0010 du 7 février 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Pitié Salpêtrière – Charles Foix,

La secrétaire générale entendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté directeur n°2012038-0010 du 7 février 2012 modifié susvisé, est modifié comme suit :

2. en qualité de maires des communes et de l'arrondissement où se situe le site du groupe hospitalier, *ou leurs représentants* :

Mme Anne HIDALGO, maire de Paris
M. Jérôme COUMET, maire du 13^{ème} arrondissement
M. Pierre GOSNAT, maire d'Ivry-sur-Seine (94)

9. en qualité de représentant du conseil de Paris dont relèvent principalement les personnes âgées prises en charge par le groupe hospitalier :

M. Jean-Marie LE GUEN

ARTICLE 2

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

Fait à Paris, le **25 JUIN 2014**



Martin HIRSCH



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0006

signé par
Directeur général de l'AP- HP

le 25 Juin 2014

75 - Assistance publique- Hôpitaux de Paris

Arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n °2012089-0012 du 29 mars 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Saint Louis- Lariboisière - Fernand WIDAL.

DELEGATION AUX CONSEILS

Arrêté directeur modifiant l'arrêté directeur n°2012089-0012 du 29 mars 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Saint Louis – Lariboisière – Fernand Widal

**Le directeur général
de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris**

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-7, L. 6147-1, L. 6147-6, R. 6147-1 et suivants,

Vu l'arrêté directeur n°2010-0275 DG, en date du 29 novembre 2010, fixant la nouvelle rédaction du règlement intérieur-type de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris, et ses annexes, mis à jour et modifié,

Vu l'arrêté directeur n°2012089-0012 du 29 mars 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Saint Louis – Lariboisière – Fernand Widal,

La secrétaire générale entendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté directeur n°2012089-0012 du 29 mars 2012 susvisé, est modifié comme suit :

2. en qualité de maires de la commune et de l'arrondissement où se situe le site du groupe hospitalier, *ou leurs représentants* :

Mme Anne HIDALGO, maire de Paris

M. Rémi FERAUD, maire du 10^{ème} arrondissement

9. en qualité de représentant du conseil de Paris dont relèvent principalement les personnes âgées prises en charge par le groupe hospitalier :

Mme Anne SOUYRIS

ARTICLE 2

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

Fait à Paris, le 25 JUIN 2014



Martin HIRSCH



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0007

**signé par
Directeur général de l'AP- HP**

le 25 Juin 2014

75 - Assistance publique- Hôpitaux de Paris

Arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n °2012076-0009 du 16 mars 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Est Parisien (Tenon - Saint Antoine - Rothschild - Armand Trousseau - La Roche Guyon)

DELEGATION AUX CONSEILS

Arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n°2012076-0009 du 16 mars 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Est Parisien (Tenon – Saint Antoine – Rothschild – Armand Trousseau – La Roche Guyon)

**Le directeur général
de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris**

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-7, L. 6147-1, L. 6147-6, R. 6147-1 et suivants,

Vu l'arrêté directorial n°2010-0275 DG, en date du 29 novembre 2010, fixant la nouvelle rédaction du règlement intérieur-type de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris, et ses annexes, mis à jour et modifié,

Vu l'arrêté directorial n°2012076-0009 du 16 mars 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Est Parisien (Tenon – Saint Antoine – Rothschild – Armand Trousseau – La Roche Guyon),

La secrétaire générale entendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté directorial n°2012076-0009 du 16 mars 2012 modifié susvisé, est modifié comme suit :

2. en qualité de maires des communes et des arrondissements où se situe le site du groupe hospitalier, *ou leurs représentants* :

Mme Anne HIDALGO, maire de Paris
Mme Frédérique CALANDRA, maire du 20^{ème} arrondissement
Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, maire du 12^{ème} arrondissement
Mme Christine FORGE, maire de la Roche-Guyon (95)


9. en qualité de représentant du conseil de Paris dont relèvent principalement les personnes âgées prises en charge par le groupe hospitalier :

Mme Pénélope KOMITES

ARTICLE 2

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

Fait à Paris, le 25 JUN 2014


Martin HIRSCH



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0008

**signé par
Directeur général de l'AP- HP**

le 25 Juin 2014

75 - Assistance publique- Hôpitaux de Paris

Arrête directorial modifiant l'arrêté directorial n °2012016-0007 du 16 janvier 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Centre (Cochin - Broca - Hôtel Dieu)

DELEGATION AUX CONSEILS

Arrêté directeur modifiant l'arrêté directeur n°2012016-0007 du 16 janvier 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Centre (Cochin – Broca – Hôtel Dieu)

**Le directeur général
de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris**

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-7, L. 6147-1, L. 6147-6, R. 6147-1 et suivants,

Vu l'arrêté directeur n°2010-0275 DG, en date du 29 novembre 2010, fixant la nouvelle rédaction du règlement intérieur-type de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris, et ses annexes, mis à jour et modifié,

Vu l'arrêté directeur n°2012016-0007 du 16 janvier 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Centre (Cochin – Broca – Hôtel Dieu),

La secrétaire générale entendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté directeur n°2012016-0007 du 16 janvier 2012 susvisé, est modifié comme suit :


2. en qualité de maires de la commune et des arrondissements où se situe le site du groupe hospitalier, *ou leurs représentants* :

Mme Anne HIDALGO, maire de Paris
M. Christophe GIRARD, maire du 4^{ème} arrondissement
M. Jérôme COUMET, maire du 13^{ème} arrondissement
Mme Carine PETIT, maire du 14^{ème} arrondissement

9. en qualité de représentant du conseil de Paris dont relèvent principalement les personnes âgées prises en charge par le groupe hospitalier :
Mme Olivia POLSKI

ARTICLE 2 Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

Fait à Paris, le 25 JUIN 2014



Martin HIRSCH



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0009

**signé par
Directeur général de l'AP- HP**

le 25 Juin 2014

75 - Assistance publique- Hôpitaux de Paris

Arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n °2012080-0003 du 20 mars 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Île- de- France Ouest (Raymond Poincaré - hôpital maritime de Berck - Ambroise Paré - Sainte Péline)

DELEGATION AUX CONSEILS

Arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n°2012080-0003 du 20 mars 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Ile-de-France Ouest (Raymond Poincaré – hôpital maritime de Berck – Ambroise Paré – Sainte Péline)

**Le directeur général
de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris**

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-7, L. 6147-1, L. 6147-6, R. 6147-1 et suivants,

Vu l'arrêté directorial n°2010-0275 DG, en date du 29 novembre 2010, fixant la nouvelle rédaction du règlement intérieur-type de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris, et ses annexes, mis à jour et modifié,

Vu l'arrêté directorial n°2012080-0003 du 20 mars 2012 modifié, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Ile-de-France Ouest (Raymond Poincaré – hôpital maritime de Berck – Ambroise Paré – Sainte Péline),

La secrétaire générale entendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté directorial n°2012080-0003 du 20 mars 2012 modifié susvisé, est modifié comme suit :

2. en qualité de maires des communes et de l'arrondissement où se situe le site du groupe hospitalier, *ou leurs représentants* :

Mme Anne HIDALGO, maire de Paris

M. Jacques GAUTIER, maire de Garches (92)

M. Bruno COUSEIN, maire de Berck (62)

M. Pierre-Christophe BAGUET, maire de Boulogne-Billancourt (92)

M. Claude GOASGUEN, maire du 16^{ème} arrondissement.

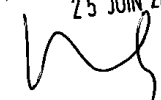
9. en qualité de représentant du conseil de Paris dont relèvent principalement les personnes âgées prises en charge par le groupe hospitalier :

M. Hervé BÉGUÉ

ARTICLE 2

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

Fait à Paris, le 25 JUIN 2014



Martin HIRSCH

I/I



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0011

**signé par
Directeur général de l'AP- HP**

le 25 Juin 2014

75 - Assistance publique- Hôpitaux de Paris

Arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n °2012038-0011 du 7 février 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Nord Val de Seine (Bichat- Beaujon- Louis Mourier- Bretonneau- Charles Richet)

DELEGATION AUX CONSEILS

Arrêté directeur modifiant l'arrêté directeur n°2012038-0011 du 7 février 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Nord Val-de-Seine (Bichat – Beaujon – Louis Mourier – Bretonneau – Charles Richet)

**Le directeur général
de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris**

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-7, L. 6147-1, L. 6147-6, R. 6147-1 et suivants,

Vu l'arrêté directeur n°2010-0275 DG, en date du 29 novembre 2010, fixant la nouvelle rédaction du règlement intérieur-type de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris, et ses annexes, mis à jour et modifié,

Vu l'arrêté directeur n°2012038-0011 du 7 février 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Nord Val-de-Seine (Bichat – Beaujon – Louis Mourier – Bretonneau – Charles Richet),

La secrétaire générale entendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté directeur n°2012038-0011 du 7 février 2012 susvisé, est modifié comme suit :

2. en qualité de maires des communes et de l'arrondissement où se situe le site du groupe hospitalier, *ou leurs représentants* :

Mme Anne HIDALGO, maire de Paris
M. Éric LEJOINDRE, maire du 18^{ème} arrondissement
M. Gilles CATOIRE, maire de Clichy (92),
Mme Nicole GOUETA, maire de Colombes (92)
M. Jean-Louis MARSAC, maire de Villiers-le-Bel (95)

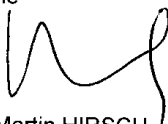
9. en qualité de représentant du conseil de Paris dont relèvent principalement les personnes âgées prises en charge par le groupe hospitalier :

Mme Claudine BOUYGUES

ARTICLE 2

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

Fait à Paris, le 25 JUIN 2014



Martin HIRSCH



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0012

signé par
Directeur général de l'AP- HP

le 25 Juin 2014

75 - Assistance publique- Hôpitaux de Paris

Arrêté directorial modifiant l'arrêté directorial n °2012038-0009 du 7 février 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Ouest (Corentin Celton- HEGP- Vaugirard- Gabriel Pallez)

DELEGATION AUX CONSEILS

Arrêté directeur modifiant l'arrêté directeur n°2012038-0009 du 7 février 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Ouest (Corentin Celton – HEGP – Vaugirard – Gabriel Pallez)

**Le directeur général
de l'Assistance publique - hôpitaux de Paris**

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-7, L. 6147-1, L. 6147-6, R. 6147-1 et suivants,

Vu l'arrêté directeur n°2010-0275 DG, en date du 29 novembre 2010, fixant la nouvelle rédaction du règlement intérieur-type de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris, et ses annexes, mis à jour et modifié,

Vu l'arrêté directeur n°2012038-0009 du 7 février 2012, fixant la composition de la commission de surveillance du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Ouest (Corentin Celton – HEGP – Vaugirard – Gabriel Pallez),

La secrétaire générale entendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté directeur n°2012038-0009 du 7 février 2012 susvisé, est modifié comme suit :

2. en qualité de maires des communes et de l'arrondissement où se situe le site du groupe hospitalier, *ou leurs représentants* :

Mme Anne HIDALGO, maire de Paris
M. Philippe GOUJON, maire du 15^{ème} arrondissement
M. André SANTINI, maire d'Issy-les-Moulineaux (92)

9. en qualité de représentant du conseil de Paris dont relèvent principalement les personnes âgées prises en charge par le groupe hospitalier :

M. Claude DARGENT

ARTICLE 2

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris

Fait à Paris, le 25 JUIN 2014


Martin HIRSCH

I/I



PREFECTURE PARIS

Arrêté n ° 2014176-0002

signé par
par délégation, le Préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile- de- France,
préfecture de Paris

le 25 Juin 2014

75 - Direction départementale de la cohésion sociale

Arrêté préfectoral du 25 juin 2014 modifiant
l'arrêté n ° 2014161-0004 du 10 juin 2014
portant composition de la commission
départementale de surendettement des
particuliers de Paris



**Arrêté préfectoral
modifiant l'arrêté n° 2014161-0004 du 10 juin 2014
portant composition de la commission départementale
de surendettement des particuliers de Paris**

LE PREFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE, PREFET DE PARIS
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de la consommation, notamment ses articles L 330-1 à L 331-11 et R 331-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2010-737 du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation ;

Vu le décret n° 2010-1304 du 29 octobre 2010 relatif aux procédures de traitement des situations de surendettement des particuliers ;

Vu le décret du 19 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Jean DAUBIGNY, préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris ;

Vu le décret du 20 mai 2010 portant nomination de Monsieur Bertrand MUNCH, préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris ;

Sur proposition de Monsieur le premier président de la cour d'appel de Paris ;

Sur proposition de Monsieur le président du conseil général de Paris ;

Sur proposition de Madame la directrice générale de l'association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement ;

Sur proposition de Monsieur le président de l'union départementale des associations familiales ;

Sur proposition de Monsieur le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris :

ARRETE

Article 1 :

La commission chargée d'examiner les situations de surendettement des particuliers du département de Paris est composée comme suit :

I. Membres de droit :

- le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris, président, ou son délégué, Monsieur Eric LAJARGE, directeur départemental de la cohésion sociale de Paris,
- le responsable départemental de la direction générale des finances publiques chargé de la gestion publique, vice-président ou son délégué, Madame Régine LALLE, Administratrice des Finances Publiques, adjointe au chef du pôle gestion publique,
- le représentant local de la Banque de France ou son suppléant

II. Personnalités désignées par le préfet, pour une durée de deux ans renouvelable :

- au titre de l'association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (AFECEI) :

titulaire : Madame Emmanuelle ROUX, conseillère juridique de Direction, BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE

suppléant : Madame Sophie GRUARD, responsable du recouvrement amiable des particuliers et du surendettement, LCL

- au titre des associations familiales ou de consommateurs agréées conformément à l'article L. 411-1 du code de la consommation :

titulaire : Madame Micheline BERNARD-HARLAUT, Conseil départemental des associations familiales laïques de Paris

suppléant : Monsieur Dominique BARONNET, Association des familles de France du 15^e Nord

- sur proposition de Monsieur le président du conseil général de Paris, une personne justifiant d'une expérience dans le domaine de l'économie sociale et familiale :

titulaire : Monsieur DIDIER BINZEMBACH, assistant social (direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé – département de Paris)

suppléant : Madame Perrine MORVAN, conseillère en économie sociale et familiale (Service Social Départemental Polyvalent 7^e arr. Paris)

- sur proposition du premier président de la cour d'appel de Paris, une personne justifiant d'un diplôme et d'une expérience dans le domaine juridique :

titulaire : Monsieur Michel KRASSILCHIK, conciliateur de justice près le tribunal d'instance de Paris XV

suppléant : Madame Nadia BOURGE, conciliatrice de justice dans le canton du 18^{ème} arrondissement de Paris

En cas d'absence non justifiée de l'une de ces personnalités et de son suppléant à trois séances consécutives de la commission, le préfet peut mettre fin à leur mandat, avant l'expiration de leur mandat.

Article 2 :

Le secrétariat de la commission, sis 3 bis, place de la Bastille 75004 Paris, est assuré par le représentant local de la Banque de France ou son suppléant.

La présidence de la commission est assurée par le préfet et en cas d'empêchement par le responsable départemental de la direction générale des finances publiques chargé de la gestion publique.

En l'absence du préfet et du responsable départemental de la direction générale des finances publiques chargé de la gestion publique, la présidence est assurée par le délégué du préfet. En l'absence de ce dernier, elle est présidée par le délégué du responsable départemental de la direction générale des finances publiques chargé de la gestion publique.

Les autres règles applicables au fonctionnement de la commission sont fixées par son règlement intérieur, affiché dans les locaux du secrétariat de la commission et accessible sur le site Internet de la Banque de France.

Article 3 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2014161-0004 du 10 juin 2014.

Article 4 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police.

Tout recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif de Paris - 7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04.

Article 6 :

Le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr.

Fait à Paris, le **25 JUIN 2014**

Pour le préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris,
et par délégation, le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris,

Bertrand Munch



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014177-0002

signé par
Directeur départemental de la cohésion sociale

le 26 Juin 2014

75 - Direction départementale de la cohésion sociale

Portant composition de la commission
départementale de réforme pour le
département de Paris, concernant les
personnels administratifs, techniques,
scientifiques et spécialisés affectés dans le
ressort de la Préfecture de Police



PRÉFET DE PARIS

Direction Départementale
de la Cohésion Sociale

ARRETE n° 2014-

**Portant composition de la commission départementale de réforme pour le département de Paris,
concernant les personnels administratifs,
techniques, scientifiques et spécialisés affectés dans le ressort de la Préfecture de police**

LE PREFET DE LA REGION D'ILE DE FRANCE
PREFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi modifiée n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi modifiée n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- VU** le décret modifié n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;
- VU** le décret modifié n°95-1197 du 06 novembre 1995, portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;
- VU** le décret n°96-253 du 26 mars 1996 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel dans les commissions de réforme de la police nationale, et notamment son article 3 ;
- VU** l'arrêté ministériel INTC 96 30 013A du 24 avril 1996 relatif à la création des commissions de réforme compétentes à l'égard des fonctionnaires actifs des services de la police nationale et aux modalités de désignation des représentants des personnels à ces commissions, notamment ses articles 1,2 et 8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 novembre 2005 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale, notamment son article 1 ;
- VU** l'arrêté n° 12-03027 du 23 juillet 2012 fixant la composition de la commission interdépartementale compétente à l'égard des fonctionnaires de la police nationale affectés dans le ressort du SGAP de Paris ;

.../...

- VU** l'arrêté préfectoral n°2013-119-0006 du 03 mai 2013 relatif à la désignation des médecins agréés généralistes et spécialistes du département de Paris ;
- VU** l'arrêté n°2013-350-0003 du 16 décembre 2013 portant sur la composition du comité médical pour le département de Paris ;
- VU** l'arrêté n°2013-01279 du 26 décembre 2013 relatif aux missions et à l'organisation de la direction des ressources humaines de la préfecture de police ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014-3118-00020 du 28 avril 2014 relatif à la désignation des membres de la commission de réforme interdépartementale compétente à l'égard des fonctionnaires administratifs, techniques, scientifiques et spécialisés affectés dans le ressort de la Préfecture de police et notamment ses articles 1, 5 et 6 ;
- VU** la circulaire FP4 n°1 711 du 30 janvier 1989 relative à la protection sociale des fonctionnaires et stagiaires de l'Etat contre les risques de maladie et d'accident de service ;

Sur proposition du Directeur départemental de la Cohésion Sociale de Paris ;

ARRETE

Article 1er : les membres de la commission départementale de réforme pour le département de Paris sont désignés pour une durée de quatre ans à compter de la date de la publication du présent arrêté. Elle est composée comme suit :

Présidente :

Titulaire - Madame Brigitte BANSAT LE HEUZET inspectrice hors classe à la DDSC de Paris

Suppléante - Madame Sandrine EUSTACHE inspectrice à la DDSC de Paris

.../...

Membres du comité médical :

Président - Docteur Christophe DUMON

Suppléante - Docteur Rebecca ROTNEMER

Représentants de l'administration :

Titulaire - Madame Joëlle LE JOUAN attaché principal d'administration de l'intérieur

Suppléante - Madame Marie-France BOUSCAILLOU attaché d'administration de l'intérieur

Représentants du personnel :

- du corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer :

Titulaires - Madame Lucette CHEMIN (SNIPAT-FO) - Madame Sylvie ARMENTIER (SNIPAT-FO)

Suppléants - Madame Catherine TRUCHET (SNIPAT-FO) - Monsieur Laurent DELAHAYE (SNIPAT-FO)

- du corps des agents spécialisés de la police technique, scientifique de la police nationale :

Titulaires - Monsieur Cédric VEKEMAN (SNPPS) - Monsieur Jean-Paul REY (SNPPS)

Suppléantes - Madame Céline VERELST (SNPPS) - Madame Carine LEBON (SNPPS)

.../...


Article 2 : Tout recours contre le présent arrêté devra parvenir au tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy 75004 PARIS, dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police.

Article 3 : Le Directeur départemental de la Cohésion Sociale de Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police.

Fait à Paris, le 26 JUIN 2014

P/Le Préfet de la Région d'Ile-de-France
Préfet de Paris

Le Directeur départemental de la Cohésion Sociale de Paris


Eric LAJARGE



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014105-0010

signé par

Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint

le 15 Avril 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

arrêté portant agrément de AVIDOM



**DIRECCTE de la région Ile-de-France
Unité Territoriale de Paris
Arrêté modifiant l'agrément
d'un organisme de services à la personne
N° SAP482404761**

Le Préfet de Paris

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1

Vu l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges prévu à l'article R. 7232-7 du code du travail,

Vu la demande de modification d'agrément présentée le 7 février 2014, par Monsieur Benjamin GLAUBERG en qualité de Directeur d'Agence,

Vu la saisine du président du conseil général du Val-d'Oise,

Arrête :

Article 1 L'agrément de l'organisme AVIDOM, dont le siège social est situé 22, rue Henri Regnault 75014 PARIS, accordé pour une durée de cinq ans à compter du 29 mai 2013 porte également sur les activités et les départements suivants, à compter du 15 avril 2014 :

- Assistance aux personnes âgées - Val-d'Oise (95)
- Aide/Accompagnement familles fragilisées - Val-d'Oise (95)
- Garde-malade, sauf soins - Val-d'Oise (95)
- Aide mobilité et transport de personnes - Val-d'Oise (95)
- Conduite du véhicule personnel - Val-d'Oise (95)
- Accompagnement hors domicile PA et/ou PH - Val-d'Oise (95)
- Assistance aux personnes handicapées - Val-d'Oise (95)
- Interprète en langue des signes - Val-d'Oise (95)

L'échéance de l'agrément reste inchangée.

Article 2 Les activités mentionnées à l'article 1 seront effectuées en qualité de prestataire et mandataire.

Article 3 Si l'organisme envisage de fournir des activités ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de

l'Unité Territoriale.

Article 4 Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités ou sur d'autres départements que ceux mentionnés dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan quantitatif et qualitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 5 Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 6 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - Unité Territoriale de Paris ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme - direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services - Mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Paris 7 rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Paris, le 15 avril 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, et par délégation du directeur régional de la Direccte d'Ile-de-France,
Par subdélégation, le directeur adjoint,

Alain Dupouy



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014174-0018

signé par
Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint
le 23 Juin 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

arrêté portant agrément ce COM.SI.C'ETAIT
VOUS



DIRECCTE de la région Ile-de-France
Unité Territoriale de Paris
Arrêté portant renouvellement d'agrément d'un organisme de services à la personne
N° SAP510208598

Le Préfet de Paris

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1

Vu l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges prévu à l'article R. 7232-7 du code du travail,

Vu l'agrément attribué le 9 août 2011 à l'organisme COM. SI C'ETAIT VOUS,

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 18 mars 2014, par Madame MARIE CHEVALLIER en qualité de DIRECTRICE,

Vu l'avis émis le 19 mai 2014 par le président du conseil général de Paris

Vu l'avis émis le 11 avril 2014 par le président du conseil général des Hauts-de-Seine

Vu la saisine du président du conseil général de Val-de-Marne le 17 juin 2014

Arrête :

Article 1 L'agrément de l'organisme COM. SI C'ETAIT VOUS, dont le siège social est situé 8 rue des Acacias 75017 PARIS 17EME ARRONDISSEMENT est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 23 juin 2014

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-9 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 Cet agrément couvre les activités et départements suivants :

- Garde enfant -3 ans à domicile - Paris (75), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94)
- Accompagnement/déplacement enfants -3 ans - Paris (75), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94)
- Assistance aux personnes âgées - Paris (75), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94)
- Garde-malade, sauf soins - Paris (75), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94)
- Conduite du véhicule personnel - Paris (75), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94)
- Accompagnement hors domicile PA et/ou PH - Paris (75), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94)
- Assistance aux personnes handicapées - Paris (75), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94)

Article 3 Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées en qualité de prestataire.

Article 4 Si l'organisme envisage de fournir des activités ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.
L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'Unité Territoriale.

Article 5 Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités ou sur d'autres départements que ceux mentionnés dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan quantitatif et qualitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 6 Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 7 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - Unité Territoriale de Paris ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme - direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services - Mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Paris 7 rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Paris, le 23 juin 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, et par délégation du directeur régional de la Direccte d'Ile-de-France,
Par subdélégation, le directeur adjoint,
Alain Dupouy



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014175-0006

signé par

Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint

le 24 Juin 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

arrêté portant agrément de BULLES
D'OXYGENE



DIRECCTE de la région Ile-de-France
Unité Territoriale de Paris
Arrêté portant agrément d'un organisme de services à la personne
N° SAP 480753706

Le Préfet de Paris

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1

Vu l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges prévu à l'article R. 7232-7 du code du travail,

Vu la demande d'agrément déposée le 03/02/2014 par l'organisme BULLES D'OXYGENE,

Vu le refus d'agrément en date du 24 mars 2014 présenté par Monsieur Rachid DERRADJI en qualité de président.

Vu la demande de recours hiérarchique en date du 5 Mai 2014 présentée par Monsieur Rachid DERRADJI en qualité de président.

Arrête :

Article 1 L'agrément de l'organisme BULLES D'OXYGENE, dont le siège social est situé ,100 rue Petit 75019 PARIS, est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 24 Juin 2014.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-9 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 Cet agrément couvre les activités et départements suivants :

- Assistance aux personnes âgées - sur Paris(75) et la Seine Saint-Denis(93)
- Accompagnement hors domicile PA et/ou PH - sur Paris(75) et la Seine Saint-Denis(93)
- Assistance aux personnes handicapées – sur Paris(75) et la Seine Saint-Denis(93)
- Accompagnement / déplacement d'enfants de moins de 3 ans - sur Paris(75) et la Seine Saint-Denis(93)
- Garde d'enfants de moins de -3 ans - sur Paris(75) et la Seine Saint-Denis(93)
- Garde – malade (sauf soins)

Article 3 Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées en qualité de prestataire.

Article 4 Si l'organisme envisage de fournir des activités ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de

l'Unité Territoriale.

Article 5 Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités ou sur d'autres départements que ceux mentionnés dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan quantitatif et qualitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 6 Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 7 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - Unité Territoriale de Paris ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme - direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services - Mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Paris 7 rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Paris, le 24 Juin 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, et par délégation du directeur régional de la Direccte d'Ile-de-France,
Par subdélégation, le directeur adjoint,
Alain Dupouy



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014177-0001

signé par
Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint
le 26 Juin 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

arrêt portant annulation de la décision de refus
du 14 04 2014 concernant AVIDOM



**DIRECCTE de la région Ile-de-France
Unité Territoriale de Paris
Arrêté modifiant l'agrément
d'un organisme de services à la personne
N° SAP 482404761**

Le Préfet de Paris

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1

Vu l'arrêté du 26 décembre 2011 fixant le cahier des charges prévu à l'article R. 7232-7 du code du travail,

Vu la demande d'agrément en date du 7 février 2014 présentée par monsieur Benjamin Glauberg

Vu la décision de refus d'agrément 2014105-0004 du 15 avril 2014

Vu la décision d'agrément 2014-0005 du 15 avril 2014

Vu le recours hiérarchique présenté le 24 juin 2014,

Considérant que l'agrément répond au cahier des charges du 26 décembre 2011 en présentant un bail commercial situé dans le Val d'Oise, 11 boulevard du maréchal Foch ,951210 Saint-Gratien,

Décide :

D'annuler la décision de refus d'agrément portant sur le département du val d'Oise en date du 15 avril 2014

Paris, le 26 juin 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, et par délégation du directeur régional de la Direccte d'Ile-de-France,
Par subdélégation, le directeur adjoint,
Alain Dupouy



PREFECTURE PARIS

Autre n °2014174-0016

signé par
Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint
le 23 Juin 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

Récépissé de déclaration SAP 507496792 -
MON PROF ET MOI

**DIRECCTE Ile-de-France
Unité Territoriale de Paris**

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 507496792
(Article L. 7232-1-1 du code du travail)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le Préfet de Paris

CONSTATE

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - UNITE TERRITORIALE DE PARIS le 20 juin 2014 par Monsieur MEJJATI ALAMI Mehdi, en qualité de responsable, pour l'organisme MON PROF ET MOI dont le siège social est situé 94, rue Saint Lazare 75009 PARIS et enregistré sous le N° SAP 507496792 pour les activités suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|--|
| - Garde d'enfants + 3 ans à domicile | - Assistance informatique à domicile |
| - Soutien scolaire à domicile | - Assistance administrative à domicile |
| - Cours particuliers à domicile | - Entretien de la maison et travaux ménagers |

Ces activités sont effectuées en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Paris, le 23 juin 2014

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
et par délégation du Directeur Régional de la DIRECCTE d'Ile-de-France,
Par subdélégation, le Directeur Adjoint,

Alain DUPOUY



PREFECTURE PARIS

Autre n °2014174-0017

signé par
Pour le Préfet par délégation du directeur régional et par subdélégation le directeur adjoint
le 23 Juin 2014

75 - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - UT 75

Récépissé de déclaration SAP 802020826 -
SWEETKIDS

**DIRECCTE Ile-de-France
Unité Territoriale de Paris**

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 802020826
(Article L. 7232-1-1 du code du travail)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le Préfet de Paris

CONSTATE

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - UNITE TERRITORIALE DE PARIS le 20 juin 2014 par Mademoiselle MOHAMMEDI Tinhinane, en qualité de gérante, pour l'organisme SWEETKIDS dont le siège social est situé 26, rue Sainte Félicité 75015 PARIS et enregistré sous le N° SAP 802020826 pour les activités suivantes :

- Garde d'enfants + 3 ans à domicile
- Accompagnement/Déplacements enfants + 3 ans

Ces activités sont effectuées en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Paris, le 23 juin 2014

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
et par délégation du Directeur Régional de la DIRECCTE d'Ile-de-France,
Par subdélégation, le Directeur Adjoint,

Alain DUPOUY



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014174-0014

signé par
Chef du service patrimoine, paysage et droit des sols

le 23 Juin 2014

75 - Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement - UT 75

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT
LES ABATTAGES DE 27 ARBRES SITUES
DANS LE12EME ARRONDISSEMENT

PREFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,
PREFET DE PARIS

DIRECTION RÉGIONALE ET
INTERDÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT

UNITÉ TERRITORIALE DE PARIS

ARRETE PREFECTORAL N° 2014
autorisant les abattages de 27 arbres situés dans le 12ème arrondissement

**Le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris
commandeur de la Légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques et, notamment, son article 13 ter, troisième alinéa ;
Vu le code du patrimoine et, notamment, ses articles L.621-31 et L.621-32 ;
Vu les articles 7 et 8-1 de l'ordonnance 2004-178 du 20 février 2004 ;
Vu le courrier et le dossier transmis le **9 mai 2014** par le maire de Paris, en vue d'obtenir les **abattages de 27 arbres situés dans le 12ème arrondissement** ;
Vu l'avis **favorable** de l'architecte des bâtiments de France du **13 juin 2014** ;

Sur proposition du directeur de l'unité territoriale de Paris ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'autorisation de travaux prévue à l'article L.621-32 du code du patrimoine, demandée par le maire de Paris pour abattre 27 arbres situés dans le 12ème arrondissement, tels que répertoriés dans le courrier et le dossier transmis le 9 mai 2014, est accordée, « à la condition que les arbres abattus soient remplacés ».

ARTICLE 2 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris et le directeur de l'unité territoriale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr et dont copie sera notifiée au maire de Paris (direction des espaces verts et de l'environnement).

Fait à Paris, le **23 JUIN 2014**
Par délégation,

**Le chef du service patrimoine, paysage
et droits des sols**



Laurence CACHEUX

Informations importantes :

Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers.

Recours : le titulaire de la présente décision, qui désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de l'arrêté attaqué. Il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux. Cette dernière démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit, alors, être introduit dans les 2 mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de 2 mois vaut rejet implicite). Le titulaire peut également saisir le ministre chargé des affaires culturelles, dans les 2 mois suivant la notification de la réponse (l'absence de réponse du ministre au terme d'un délai de trois mois vaut rejet implicite).



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0003

signé par
Chef du service patrimoine, paysage et droit des sols

le 25 Juin 2014

75 - Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement - UT 75

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT
LES ABATTAGES DE 4 MARRONNIERS
SITUES PLACE HENRI QUEUILLE DANS
LE 15EME ARRONDISSEMENT



PREFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,
PREFET DE PARIS

**DIRECTION RÉGIONALE ET
INTERDÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT**

UNITÉ TERRITORIALE DE PARIS

**ARRETE PREFECTORAL N° 2014
autorisant les abattages de 4 marronniers situés place Henri Queuille
dans le 15ème arrondissement**

**Le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris
commandeur de la Légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques et, notamment, son article 13 ter, troisième alinéa ;
Vu le code du patrimoine et, notamment, ses articles L.621-31 et L.621-32 ;
Vu les articles 7 et 8-1 de l'ordonnance 2004-178 du 20 février 2004 ;
Vu le courrier et le dossier transmis le **29 avril 2014** par le maire de Paris, en vue d'obtenir les **abattages de 4 marronniers situés place Henri Queuille dans le 15ème arrondissement** ;
Vu l'avis favorable de l'architecte des bâtiments de France en date du 4 juin 2014 ;

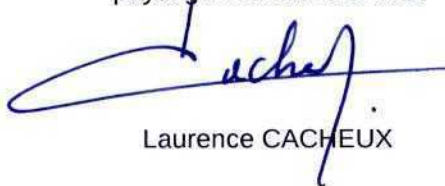
Sur proposition du directeur de l'unité territoriale de Paris ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'autorisation de travaux prévue à l'article L.621-32 du code du patrimoine, demandée par le maire de Paris pour abattre 4 marronniers situés place Henri Queuille dans le 15ème arrondissement, tels que répertoriés dans le courrier et le dossier transmis le 29 avril 2014, est accordée, « *sous réserve de plantations de 4 autres arbres à l'identique de l'existant* ».

ARTICLE 2 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris et le directeur de l'unité territoriale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr et dont copie sera notifiée au maire de Paris (direction des espaces verts et de l'environnement).

Fait à Paris, le **25 JUIN 2014**
Par délégation,
La chef du service patrimoine,
paysage et droits des sols



Laurence CACHEUX

Informations importantes :

Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers.

Recours : le titulaire de la présente décision, qui désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de l'arrêté attaqué. Il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux. Cette dernière démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit, alors, être introduit dans les 2 mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de 2 mois vaut rejet implicite). Le titulaire peut également saisir le ministre chargé des affaires culturelles, dans les 2 mois suivant la notification de la réponse (l'absence de réponse du ministre au terme d'un délai de trois mois vaut rejet implicite).



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014177-0003

signé par
Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement d'Ile- de- france

le 26 Juin 2014

75 - Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement - Paris

Arrêté portant agrément de l'association
HABITAT EDUCATIF au titre de l'ingénierie
sociale, financière et technique



PREFET DE LA REGION ILE DE FRANCE

Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Ile de France
Service accès au logement et prévention des expulsions

Arrêté n°
portant agrément
de l'Association HABITAT EDUCATIF
au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique

Le Préfet de la Région Ile de France, préfet de Paris
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du mérite

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées

VU l'arrêté n° 844 en date du 30 juillet 2010 portant délégation de signature à Monsieur Jean Martin Delorme, Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement Île-de-France

VU la demande d'agrément déposée par l'association HABITAT EDUCATIF le 7 mai 2014, auprès du Préfet de Région,

VU la demande de l'association HABITAT EDUCATIF en vue d'exercer les activités suivantes:

- *L'accueil, le conseil, l'assistance administrative et financière, juridique et technique des personnes physiques, propriétaires ou locataires, dont les revenus sont inférieurs à un montant fixé par voie réglementaire, en vue de l'amélioration de leur logement ou de l'adaptation au handicap et au vieillissement.*
- *L'accompagnement social des personnes pour favoriser leur accès ou leur maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.*

- *La recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées.*
- *La participation aux commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré mentionnée à l'article L.441-2.*

visé à l'article R 365-1-2° -a), -c), -d) et -e) du code la construction et de l'habitation

CONSIDÉRANT la capacité de l'association HABITAT EDUCATIF à exercer les activités, objet du présent agrément, compte tenu de ses statuts, ses compétences, des moyens dont elle dispose dans départements suivants de la région Île-de-France (Seine-et-Marne, Val-de-Marne), ainsi que des soutiens de la FNARS et de l'URIOPSS à laquelle elle adhère

ARRETE

Article 1er

L'agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique est accordé à l'association HABITAT EDUCATIF pour les activités suivantes :

- *L'accueil, le conseil, l'assistance administrative et financière, juridique et technique des personnes physiques, propriétaires ou locataires, dont les revenus sont inférieurs à un montant fixé par voie réglementaire, en vue de l'amélioration de leur logement ou de l'adaptation au handicap et au vieillissement.*
- *L'accompagnement social des personnes pour favoriser leur accès ou leur maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.*
- *La recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées.*
- *La participation aux commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré mentionnée à l'article L.441-2.*

visé à l'article R 365-1-2° -a), -c), -d) et -e) du code la construction et de l'habitation

Article 2

L'association HABITAT EDUCATIF est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le territoire des départements de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne.

Article 3

Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable. Il prend effet à partir de la date de signature du présent arrêté.

Article 4

L'association HABITAT EDUCATIF est tenue d'adresser annuellement au Préfet de Région un compte-rendu de l'activité, objet du présent agrément, ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du CCH. Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le Préfet de Région peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5

Le présent agrément peut-être retiré à tout moment par le Préfet de région, si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme. Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'organisme en mesure de présenter leurs observations.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique devant l'autorité supérieure de l'auteur du présent arrêté, la Ministre du Logement.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet de région.

Il peut aussi faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris, 7, rue de Jouy, 75004 Paris, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs. Dans ce cas, le présent arrêté doit être joint au recours contentieux.

Article 7

Le Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement d'Ile de France est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée aux préfets de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne.

Paris le 26 JUIN 2014

Pour le préfet de région et par délégation,

Le Directeur Régional et Interdépartemental
de l'hébergement et du logement Ile de France



Jean Martin DELORME



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014174-0011

**signé par
Préfet de police**

le 23 Juin 2014

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté n °2014-00518 fixant la liste des espèces d'animaux classées nuisibles à Paris, pour la période courant du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015.



ARRETE PREFECTORAL n° 2014-00518

**fixant la liste des espèces d'animaux classées nuisibles à Paris,
pour la période courant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015**

LE PREFET DE POLICE,
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.427-8 à L.427-9, R.427-6 à R.427-27 et R.428-8 à R.428-10 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2012-402 du 23 mars 2012 relatif aux espèces d'animaux classés nuisibles ;

Vu le décret n° 2012-619 du 3 mai 2012 relatif aux périodes d'ouverture générale de la chasse ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces susceptibles d'être classées nuisibles par arrêté du Préfet ;

Vu l'avis de la Fédération Interdépartementale des Chasseurs de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne du 15 avril 2014 ;

Vu l'avis de la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage de Paris lors de sa séance du 14 mai 2014 ;

Vu la consultation du public qui s'est déroulée du 5 avril au 6 mai 2014 ;

Vu le rapport de synthèse des observations du public établi par le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

Considérant les dommages causés par les sangliers aux espaces verts et dans l'intérêt de la sécurité publique ;

Considérant l'intérêt de la sécurité publique vis à vis des infrastructures routières, fluviales et ferroviaires et les risques causés par la prolifération du lapin de garenne ;

Considérant les risques d'atteintes à la santé publique occasionnés par la présence considérable de populations de pigeons ramiers ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Sont classées nuisibles sur Paris, pour la période courant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, les espèces d'animaux suivantes:

MAMMIFERES

- le sanglier (*Sus scrofa*)
- le lapin de garenne (*Oryctolagus cuniculus*)

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

.../...

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

Arrêté N°2014174-0011 - 27/06/2014

Page 95

OISEAUX

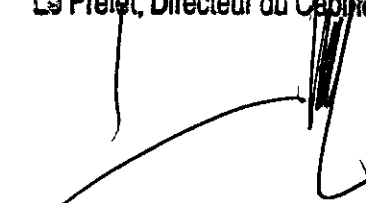
- le pigeon ramier (*Colomba palumbus*)

ARTICLE 2 : Tout recours à l'encontre du présent arrêté devra être introduit devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours administratif, qui formé avant expiration du délai de recours contentieux, proroge ce délai. L'absence de réponse au recours administratif, au terme du délai de deux mois à compter de sa réception, vaut rejet implicite de celui-ci.

ARTICLE 3 : Le Directeur des transports et de la protection du public de la préfecture de Police et le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Paris, le **23 JUIN 2014**

Pour le Préfet de Police
Le Préfet, Directeur du Cabinet



Laurent NUÑEZ

2014-00518



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014174-0012

**signé par
Préfet de police**

le 23 Juin 2014

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté n °2014-00517 relatif à la période
d'ouverture et de clôture de la chasse dans le
département de Paris.



DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
SOUS-DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE PREFECTORAL N° 2014-00517

**Relatif à la période d'ouverture et de clôture de la chasse
dans le département de Paris**

CAMPAGNE 2014-2015

LE PREFET DE POLICE,
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 424-2, L. 424-4 et L. 424-6 et R. 424-1 à R.424-9 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans la région et les départements d'Île-de-France ;

VU l'avis de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France en date du 15 avril 2014 ;

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et la faune sauvage de Paris réunie le 14 mai 2014 ;

VU la consultation du public qui s'est déroulée du 15 avril au 6 mai 2014,

SUR proposition du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La période d'ouverture générale de la chasse à tir et de la chasse au vol est fixée pour la campagne 2014-2015,

du 21 septembre 2014 au 28 février 2015 inclus.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

.../...

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mël : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

ARTICLE 2 : Par dérogation à l'article 1^{er}, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

ESPECES DE GIBIER	DATES D'OUVERTURE	DATES DE CLOTURE	CONDITIONS SPECIFIQUES DE CHASSE
<u>Gibier sédentaire</u>			
- Chevreuil et daim (1)	1 ^{er} juin 2014	28 février 2015	(1) avant la date d'ouverture générale, ces espèces ne peuvent être chassées qu'à l'approche ou à l'affût, de jour, par les détenteurs d'un plan de chasse.
- Sanglier (2)(3)	1 ^{er} juin 2014	28 février 2015	
- Renard (1)(2)(3)	1 ^{er} juin 2014	28 février 2015	
- Lapin	21 septembre 2014	28 février 2015	(2) Du 1 ^{er} juin au 14 août au soir, la chasse de ces espèces ne peut être pratiquée qu'à l'affût ou à l'approche, sur des territoires agricoles de 1 hectare minimum par les détenteurs d'une autorisation préfectorale individuelle.
- Cerf (1)	1 ^{er} septembre 2014	28 février 2015	
- Lièvre	21 septembre 2014	30 novembre 2014	(3) du 15 août à l'ouverture générale, la chasse de ces espèces ne peut être pratiquée qu'en battue, ou à l'affût, ou à l'approche, dans les conditions fixées par l'arrêté du préfet.
- Perdrix grise	21 septembre 2014	30 novembre 2015	
- Perdrix rouge	21 septembre 2014	31 janvier 2015	
- Faisan	21 septembre 2014	31 janvier 2015	

ARTICLE 3 : Afin de favoriser la protection et le repeuplement du gibier, les heures quotidiennes de chasse sont fixées comme suit :

- Du 21 septembre 2014 au 31 octobre 2014 : de 9 heures à 18 heures
- Du 1^{er} novembre 2014 au 15 janvier 2015 : de 9 heures à 17 heures
- Du 16 janvier 2015 au 28 février 2015 : de 9 heures à 18 heures

Ces limitations ne s'appliquent pas :

- à la chasse à l'affût ou à l'approche des grands animaux soumis au plan de chasse,
- à la chasse à l'affût ou à l'approche et à balles et à l'arc, du renard et du sanglier,
- à la chasse au gibier d'eau, dans les conditions de tir avant l'ouverture générale,
- à la chasse à courre.

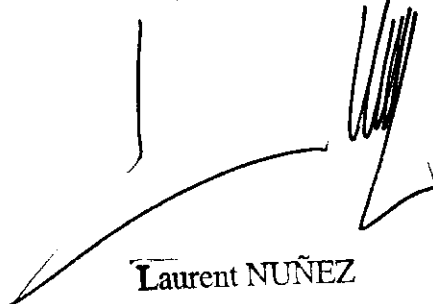
ARTICLE 4 : la chasse en temps de neige est interdite. Toutefois, sont autorisées en temps de neige :

- la chasse du lapin, du renard et du pigeon ramier,
- la chasse au sanglier,
- la vénerie sous terre.

ARTICLE 5 : Le Directeur des transports et de la protection du public de la préfecture de Police, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France et le Délégué régional de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, ainsi que toutes autorités habilitées à constater les infractions à la police de la chasse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Police et de la préfecture de Paris ainsi qu'au bulletin municipal officiel de la ville de Paris et affiché dans chaque arrondissement.

Fait à Paris, le **23 JUIN 2014**

Pour le Préfet de Police ✓
Le Préfet, Directeur du Cabinet



Laurent NUNEZ



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014174-0013

**signé par
Préfet de police**

le 23 Juin 2014

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté n °2014-00516 portant désignation et habilitation des agents du conseil national des activités privées de sécurité autorisés à accéder aux données à caractère personnel.



2014-00516

DIRECTION DE LA POLICE GENERALE

Le Préfet de Police,

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment des articles L234-1, L612-7, L612-20, L622-7 et L622-19 ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment de l'article R611-1 autorisant la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé AGDREF 2 et de l'article R611-5 11° ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 77;

Vu le décret n° 2011-1919 du 22 décembre 2011 relatif au Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu le décret n° 2012-652 du 4 mai 2012 relatif au traitement d'antécédents judiciaires ;

Vu le décret du 31 mai 2012 par lequel M. Bernard BOUCAULT, Préfet (hors classe) détaché en qualité de Directeur de l'Ecole Nationale d'Administration, est nommé Préfet de Police de Paris (hors classe) ;

Vu le décret du 30 juin 2013 portant maintien dans un emploi de Préfet de M. Bernard BOUCAULT ;

Vu le décret du 9 mars 2012 par lequel M. Cyrille MAILLET, administrateur civil hors classe, est nommé Directeur de la Police Générale à la Préfecture de Police ;

Sur proposition du Préfet, Directeur du Cabinet du Préfet de Police ;

Arrête :

Article 1. – Délégation est donnée à M. Cyrille MAILLET, Directeur de la Police Générale, à l'effet de signer, au nom du Préfet de Police, les actes portant désignation et habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité autorisés à accéder pour les besoins exclusifs de leurs missions aux données à caractère personnel contenues dans les traitements autorisés par les textes réglementaires visés au présent arrêté.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – [mél : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr](mailto:courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr)

Arrêté N°2014174-0013 - 27/06/2014

pour les besoins exclusifs de leurs missions aux données à caractère personnel contenues dans les traitements autorisés par les textes réglementaires visés au présent arrêté.

Article 2. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cyrille MAILLET, la délégation qui lui est consentie à l'article 1^{er} est exercée par Mme Anne BROSSEAU, sous-directrice de la citoyenneté et des libertés publiques s'agissant de l'accès au traitement d'antécédents judiciaires et M. François CHAUVIN, sous-directeur de l'administration des étrangers s'agissant de l'accès au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé AGDREF 2.

Article 3. En cas d'absence ou d'empêchement de M François CHAUVIN, la délégation qui lui est consentie à l'article 2 est exercée par Mme Sylvie CALVES, adjointe au sous-directeur de l'administration des étrangers.

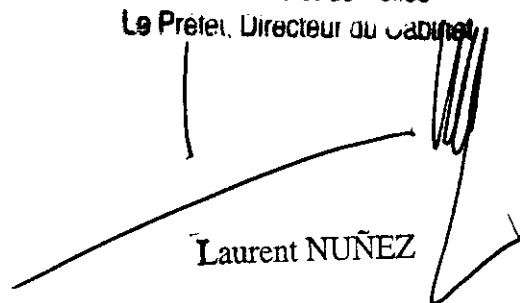
Article 4. Le Préfet, Directeur du Cabinet et le Directeur de la Police Générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au « Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Paris et de la Préfecture de Police » ainsi qu'au « Bulletin Municipal Officiel de la Ville de Paris ».

23 JUIN 2014

Fait à Paris, le

Pour le Préfet de Police

Le Préfet, Directeur du Cabinet



Laurent NUÑEZ



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014174-0019

**signé par
Préfet de police**

le 23 Juin 2014

75 - Préfecture de police de Paris

Arrêté 14-0048- DPG/5 abrogeant l'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière.

16010875



PREFECTURE DE POLICE
DIRECTION DE LA POLICE GENERALE

Sous-Direction de la Citoyenneté et des Libertés Publiques
Bureau des permis de conduire

Paris, le **23 JUIN 2014**

A R R E T E N° 14-0048-DPG/5
ABROGEANT L'AGREMENT D'UN ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT,
A TITRE ONEREUX, DE LA CONDUITE DES VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR
ET DE LA SECURITE ROUTIERE

LE PREFET DE POLICE,

Vu le Code de la Route, notamment ses articles L.213-1 à L.213-8 et R.213-1 à R.213-6 et R.411-10 à R.411-12 ;

Vu le code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles R.123.3 et R.123.43 ;

Vu le Code de la consommation, notamment ses articles L. 121-1, L.132-1 à L. 132-5, L. 141-1, R. 132-1 et R. 132-2 ;

Vu le décret ministériel N° 2000-1335 du 26 décembre 2000 relatif à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté ministériel AM 87-07/C du 19 juin 1987 pris pour l'application du Code de la consommation ;

Vu l'arrêté N° 01-000-26A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière, et sa circulaire d'application N° 2001-5 en date du 25 janvier 2001 modifiée ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2007-20207 du 6 mars 2007 modifié portant constitution, au sein de la commission départementale de la sécurité routière de Paris, de la formation spécialisée de l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 11-0073-DPG/5 du 07 novembre 2011 portant agrément N° **E.02.075.3011.0** pour une durée de 5 ans à compter du 04 juillet 2011, délivré à Mme Ghislaine MEYER, exploitante d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière dénommé « **CER MONET TOLBIAC** » situé 10, rue Charles Moureu à Paris 13^{ème} ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

1

Considérant que par lettre recommandée en date du 21 mars 2014, notifiée le 02 avril 2014, Mme Ghislaine MEYER a été informé de l'engagement d'une procédure de retrait de son agrément et a été invité à présenter ses observations écrites ou orales dans un délai de 30 jours ;

Considérant que Mme Ghislaine MEYER n'a formulé aucune observation ;

Sur proposition du Directeur de la Police Générale ;

A R R E T E :

Article 1er

L'arrêté N° 11-0073-DPG/5 du 07 novembre 2011 portant agrément N° E.02.075.3011.0 délivré à Mme Ghislaine MEYER, exploitant, d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière dénommé « **CER MONET-TOLBIAC** » situé 10, rue Charles Moureu à Paris 13^{ème} est abrogé à compter du présent arrêté.

Article 2

Le Directeur de la Police Générale est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs.

Pour le Préfet de Police et par délégation
Pour le Directeur de la Police Générale
La Sous-directrice de la circulation et des services publics


Anne BROSSEAU - b 1

Voies et délais de recours au verso

**Application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000
Relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations**

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- un recours gracieux auprès de l'autorité qui a pris cette décision ;
- un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur à l'adresse suivante :
Ministère de l'Intérieur
Délégation à la sécurité et à la circulation routières
Tour Pascal B
92055 PARIS La Défense Cedex
- un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu de votre résidence dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du présent courrier.

Les recours administratifs doivent être présentés dans ce même délai de deux mois si vous souhaitez conserver la possibilité de saisir ultérieurement le juge administratif.

Ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014175-0004

signé par
par délégation, le Préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile- de- France,
préfecture de Paris

le 24 Juin 2014

Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction de la modernisation et de l'administration
Bureau des libertés publiques, de la citoyenneté et de la réglementation économique

Arrêté préfectoral portant création d'un
établissement public local d'enseignement
rattaché au département de Paris



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE PARIS

ARRETE PREFECTORAL N° PORTANT CREATION
d'un établissement public local d'enseignement
rattaché au département de Paris

Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'éducation, et, notamment l'article L. 421-1 ;

Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié, relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

Vu la lettre du 26 mai 2014 du maire de Paris relative à la création d'un collège, établissement public local d'enseignement relevant du Département de Paris;

Vu l'avis émis en séance du 18 janvier 2014 par le conseil départemental de l'éducation nationale de Paris concernant la carte scolaire ;

Vu la délibération du conseil de Paris n° 2014 DASCO 1006 G prise en séance du 19 mai 2014 demandant la création d'un établissement public local d'enseignement, à la rentrée scolaire de 2014;

Sur la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris ;

ARRETE :

ARTICLE 1er : Est créé, à compter de la rentrée scolaire 2014, l'établissement public local d'enseignement suivant :

- collège référencé sous le numéro d'identification n°075 574 7P et dénommé "Collège ZAC Paris Nord-Est", sis 141-153 Boulevard Macdonald à Paris 19^{ème}.

ARTICLE 2 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris et le directeur de la modernisation de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.paris.pref.gouv.fr. et notifié au recteur de l'académie de Paris et au maire de Paris.

Fait à Paris, le 24 juin 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris, et par délégation,
Le Préfet- Secrétaire général de la
Préfecture de Paris

Bertrand MUNCH



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014175-0007

signé par
par délégation, le Préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile- de- France,
préfecture de Paris

le 24 Juin 2014

Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction de la modernisation et de l'administration
Bureau de l'animation des actions de l'Etat

arrêté modifiant la liste prioritaire et la liste de
relestage des usagers du service prioritaire de
l'électricité

ARRÊTÉ

N° 2014.PREF.DRIEE/

modifiant la liste prioritaire et la liste de restage des usagers du service prioritaire de l'électricité

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,**

VU le code de l'énergie et notamment son article L143-1,

VU le décret n° 89-637 du 6 septembre 1989 soumettant à contrôle les produits visés à l'article L143 susvisé, modifié par le décret n° 90-402 du 11 mai 1990,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret n°2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques et notamment son article 20,

VU le décret du 19 décembre 2012 portant nomination de M. Jean DAUBIGNY, préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris,

VU l'arrêté du 5 juillet 1990 fixant les consignes générales de délestage sur les réseaux électriques modifié par l'arrêté du 4 janvier 2005,

VU l'arrêté du 15 mars 2006 fixant la liste des usagers du service prioritaire de l'électricité de Paris,

VU la proposition validée par l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France des 6 et 7 février 2013, de la liste des établissements délivrant des soins médicaux, chirurgicaux et assimilés susceptibles de bénéficier du service prioritaire de l'électricité,

VU la validation par ERDF en date du 21 mars 2013 de la liste des usagers prioritaires, quant à la faisabilité technique et l'efficacité du délestage, suite aux demandes de la DRIEE Île-de-France par courriels en date du 12 mars 2013,

SUR proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie,

ARRETE

Article 1^{er} : Les usagers du service prioritaire de l'électricité, au titre de l'une des catégories mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 5 juillet 1990 modifié, sont inscrits sur la liste prioritaire annexée au présent arrêté.

Article 2 : Les usagers à relester en priorité, dans le cas prévu par l'article 5 ter de l'arrêté du 5 juillet 1990 modifié, sont inscrits sur la liste de relexage annexée au présent arrêté.

Article 3 : La liste des usagers qui peuvent bénéficier, au titre de l'article 4 de l'arrêté du 5 juillet 1990 modifié et dans la limite des disponibilités, d'une certaine priorité par rapport aux autres usagers, notamment en cas d'urgence, qui figure en annexe de l'arrêté du 15 mars 2006 n'est pas modifiée.

Article 4 : Les usagers inscrits sur la liste définie à l'article 1^{er} seront avisés par la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, de cette inscription et des conditions éventuelles dont celle-ci est assortie.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile de France, préfecture de Paris, accessible sur le site Internet de la préfecture à l'adresse suivante : www.ile-de-france.gouv.fr.

Article 6 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal administratif de Paris dans le délai de deux mois, à compter de sa notification pour les usagers auxquels il a été notifié, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police pour les autres usagers.

Article 7 : Exécution

Le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie,
Le Directeur de l'Agence de Conduite Régionale de Paris d'ERDF,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris le, **24 JUIN 2014**

Pour le préfet de la région Ile de France,
préfet de Paris et par délégation
Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région Ile de France,
préfecture de Paris

Bertrand MUNCH

SERVICE PRIORITAIRE DE L'ELECTRICITE : LISTE DE RELESTAGE

Département : PARIS 75
Date de mise à jour : 12/03/13

Ces usagers entrent dans la catégorie mentionnée par l'article 5 introduit par l'arrêté du 04/01/2005.

Catégorie Arrêté 05/07/90	COORDONNEES					
	Nom DRIEE	Numéro dans la voie	Type de voie	Adresse DRIEE	Commune	Code Pos
5,3	LABM SAINT HONORE	97	RUE	SAINT HONORE	PARIS	75001
5,3	LABM CTRE MED ENTREPRISES	10	RUE	COLONEL DRIANT (DU)	PARIS	75001
5,3	LABORATOIRE VENDOME	348	RUE	ST HONORE	PARIS	75001
5,3	CENTRE DENTAIRE DE LA PRESSE	29	RUE	TURBIGO (DE)	PARIS	75002
5,3	LABM VATRE LE YEN	55	RUE	RICHELIEU (DE)	PARIS	75002
5,3	LABM CPAM DE PARIS	106	RUE	REAUMUR (DE)	PARIS	75002
5,3	CSAPA PSA	110	RUE	SAINT DENIS	PARIS	75002
5,3	ACT BASILIADE	12	RUE	BERANGER	PARIS	75003
5,3	I.M.E COURS DE VENISE	12	RUE	SAINT GILLES	PARIS	75003
5,3	LABM	52-54	RUE	TURBIGO (DE)	PARIS	75003
5,3	LABM ET D'ANAPATH BIGEL	73	BOULEVARD	BEAUMARCHAIS	PARIS	75003
5,3	RESIDENCE DU MARAIS	11BIS	RUE	BARBETTE	PARIS	75003
5,3	LABM	111	RUE	SAINT ANTOINE	PARIS	75004
5,3	LABM	31	BOULEVARD	HENRI IV	PARIS	75004
5,3	CASVP JARDIN DES PLANTES	18/22	RUE	POLIVEAU	PARIS	75005
5,3	LABM	23	QUAI	SAINT MICHEL	PARIS	75005
5,3	LABM	16	RUE	GAY LUSSAC	PARIS	75005
5,3	LABM	39	RUE	CLAUDE BERNARD	PARIS	75005
5,3	LABM A. BIJAOU	92	BOULEVARD	PORT ROYAL (DU)	PARIS	75005
5,3	LABM DE MYCOLOGIE MEDICALE	247	RUE	SAINT JACQUES	PARIS	75005
5,3	LABM ET D'ANAPATH	24	RUE	SAINT VICTOR	PARIS	75005
5,3	LABM ET DE CYTOLOGIE	78	BOULEVARD	SAINT GERMAIN	PARIS	75005
5,3	MAISON UNIVERSITAIRE DE POSTCURE	4	RUE	QUATREFAGES	PARIS	75005
5,3	CSAPA Saint Germain Pierre Nicole	27	rue	PIERRE NICOLE	PARIS	75005
5,3	VILLA SAINT ROMAIN	16	RUE	SAINT ROMAIN	PARIS	75006
5,3	CENTRE DE RETRAITE MEDICALISE DES PERES LAZARISTES	88-90	RUE	CHERCHE MIDI (DU)	PARIS	75006
5,3	JUMILHAC ASSOCIATION AMITIE PARTAGE	12	RUE	ABBE GREGOIRE (DE L')	PARIS	75006
5,3	LABM	74	BOULEVARD	RASPAIL	PARIS	75006
5,3	LABM DE L'INSTITUT ARTHUR VERNES	36	RUE	ASSAS (D')	PARIS	75006
5,3	LABM DU CIEM	15	RUE	JEAN BART	PARIS	75006
5,3	LABM SAINT SULPICE	17	RUE	SAINT SULPICE	PARIS	75006

5,3	LABO FAC DE PHARMACIE (rene descartes)	*	RUE	MICHELET	PARIS	75006
5,3	LABORATOIRE DE BIOLOGIE CLINIQUE	9	RUE	STANISLAS	PARIS	75006
5,3	LABORATOIRE DE LA FACULTE DE PHARMACIE	4	AVENUE	OBSERVATOIRE (DE L')	PARIS	75006
5,3	RESIDENCE NOTRE DAME DES CHAMPS	49	RUE	NOTRE DAME DES CHAMPS	PARIS	75006
5,3	CONGREGATION NOTRE DAME ABBAYE AUX BOIS	11	RUE	CHAISE (DE LA)	PARIS	75007
5,3	LABM	9	RUE	MALAR	PARIS	75007
5,3	LABM	16	RUE	JOSE MARIA DE HEREDIA	PARIS	75007
5,3	LABM	70	RUE	BAC (DU)	PARIS	75007
5,3	LABM CENTRE D'ETUDES BIOLOGIQUES	27	AVENUE	SEGUR (DE)	PARIS	75007
5,3	LABM LAB INVAL	35	RUE	BOURGOGNE (DE)	PARIS	75007
5,3	LABORATOIRE DUPONT DES LOGES	41	AVENUE	BOSQUET	PARIS	75007
5,3	LA PASSERELLE AMSD	3	RUE	OUDINOT	PARIS	75007
5,3	MAISON DE RETRAITE DES PETITES SOEURS DES P	62	AVENUE	BRETEUIL (DE)	PARIS	75007
5,3	RESIDENCE JEANNE D'ARC	21	RUE	GENERAL BERTRAND	PARIS	75007
5,3	SODIAL	17	RUE	DE LA COMETE	PARIS	75017
5,3	MAISON DE RETRAITE IMMACULEE CONCEPTION	73	AVENUE	BOURDONNAIS (DE LA)	PARIS	75007
5,3	CENTRE MEDICAL DES CHAMPS ELYSEES	25	RUE	PONTHIEU (DE)	PARIS	75008
5,3	CENTRE MEDICAL MIROMESNIL	63	RUE	MIROMESNIL (DE)	PARIS	75008
5,3	INSTITUT DE RADIOLOGIE	7	RUE	BERTIE ALBRECHT	PARIS	75008
5,3	IRM PARIS HOCHÉ	192	BOULEVARD	HAUSSMANN	PARIS	75008
5,3	LABM	31	RUE	MOSCOU (DE)	PARIS	75008
5,3	LABM DE LA RUE MARBOEUF	18	RUE	MARBEUF	PARIS	75008
5,3	LABM DU CENTRE MEDICAL ROME	15	RUE	ROME (DE)	PARIS	75008
5,3	LABM DU COSEM	6	AVENUE	CESAR CAIRE	PARIS	75008
5,3	LABM LA BOETIE	124	RUE	LA BOETIE	PARIS	75008
5,3	LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE	7	RUE	WASHINGTON (DE)	PARIS	75008
5,3	LES PARENTELES	49	RUE	BLANCHE	PARIS	75009
5,3	CAFS JENNY AUBRY	49	RUE	DES FAUBOURG POISSONNIERES	PARIS	75009
5,3	CENTRE MEDICAL EUROPE	44	RUE	AMSTERDAM (D')	PARIS	75009
5,3	LABM	4	RUE	RICHER	PARIS	75009
5,3	ANDRA -- UNITE D'AUTODIALYSE	24	RUE	DE LONDRES	PARIS	75009
5,3	LABM	26	RUE	DELTA (DU)	PARIS	75009
5,3	LABM	59	RUE	NOTRE DAME DE LORETTE	PARIS	75009
5,3	LABM DU CENTRE MEDICAL EUROPE	44	RUE	AMSTERDAM (D')	PARIS	75009
5,3	LABM EBEL	34	RUE	PIGALLE	PARIS	75009
5,3	LABM MARTEAU D'AUTRY	6	PLACE	CLICHY (DE)	PARIS	75009
5,3	LABORATOIRE DROUOT	19	RUE	DROUOT	PARIS	75009
5,3	LABORATOIRE GODARD	10	RUE	VIGNON	PARIS	75009
5,3	ACT CORDIA	22	RUE	LEON JOUHAUX	PARIS	75010

5,3	ACT PARIS EST	5	RUE	HENRY FEULARD	PARIS	75010
5,3	CENTRE de RECHERCHE HOP ST LOUIS	18	RUE	GRANGE AUX BELLES (DE LA)	PARIS	75010
5,3	FONDATION J. DAUSSET - CEPH	*	PLACE	Dr FOURNIER (DU)	PARIS	75010
5,3	LABM	88	BOULEVARD	MAGENTA (DE)	PARIS	75010
5,3	LABM	2	BOULEVARD	MAGENTA	PARIS	75010
5,3	LABM BIONORD	130	RUE	LAFAYETTE	PARIS	75010
5,3	LABM CENTRE NATIONAL DE SANTÉ	4	AVENUE	RICHERAND	PARIS	75010
5,3	LABM DOCTEUR PIERRE BENASSAYA	207	RUE	FAUBOURG SAINT MARTIN (DU)	PARIS	75010
5,3	LABM MAGENTA	41	BOULEVARD	MAGENTA (DE)	PARIS	75010
5,3	MAPADDEX MAGENTA	54-60	RUE	VINAIGRIERS (DES)	PARIS	75010
5,3	MUTUELLE NATIONALE DE LA PRESSE	116	RUE	SAINT DENIS	PARIS	75010
5,3	CENTRE DE REEDUCATION MOTRICE	1	RUE	CROIX FAUBIN (DE LA)	PARIS	75011
5,3	I.M.E CENTRE RAPHAEL	4	RUE	MORAND	PARIS	75011
5,3	LABM	2	BOULEVARD	FILLES DU CALVAIRE (DES)	PARIS	75011
5,3	LABM	6	RUE	CHEMIN VERT (DU)	PARIS	75011
5,3	LABM	167	AVENUE	LEDRU ROLLIN	PARIS	75011
5,3	LABM	7-9	PASSAGE	COURTOIS	PARIS	75011
5,3	LABM	182	BOULEVARD	VOLTAIRE	PARIS	75011
5,3	LABM	119	AVENUE	PHILIPPE AUGUSTE	PARIS	75011
5,3	LABM RICHARD LENOIR	130	BOULEVARD	RICHARD LENOIR	PARIS	75011
5,3	LABM SAADA	32	BOULEVARD	TEMPLE (DU)	PARIS	75011
5,3	LABORATOIRE L. DE VINCI	102	AVENUE	PARMENTIER	PARIS	75011
5,3	MAISON DE RETRAITE BASTILLE	24	RUE	AMELOT	PARIS	75011
5,3	CENTRE RAPHAEL	4 à 6	RUE	MORAND	PARIS	75011
5,3	LES AMBASSADEURS	125-127	RUE	DE MONTREUIL	PARIS	75011
5,3	MAISON DE SANTÉ CHIRURGICALE LES BLUETS	81	AVENUE	REPUBLIQUE (DE LA)	PARIS	75011
5,3	ACT LA TOURELLE	20	RUE	DU SERGENT BAUCHAT	PARIS	75012
5,3	DISPENSARE SYLVAIN BUHOT	23	RUE	CROZATIER	PARIS	75012
5,3	FAM LES AMIS DE L'ATELIER	232	RUE	DE CHARENTON	PARIS	75012
5,3	FAM MONTGALLET	27	RUE	MOUSSET ROBERT	PARIS	75012
5,3	FONDATION ROTSCCHILD (HOSPICE)	76	RUE	PICPUS (DE)	PARIS	75012
5,3	FONDATION ROTSCCHILD (MAISON DE RETRAITE)	80	RUE	PICPUS	PARIS	75012
5,3	FOYER LOGEMENT ROTHSCHILD	9	RUE	LAMBLARDIE	PARIS	75012
5,3	LABM	95	RUE	REUILLY (DE)	PARIS	75012
5,3	LABM	28-30	RUE	PICPUS (DE)	PARIS	75012
5,3	LABM	32	RUE	DOCTEUR ARNOLD NETTER (DU)	PARIS	75012
5,3	LABM	70	BOULEVARD	DIDEROT	PARIS	75012
5,3	LABM BADRE	245	AVENUE	DAUMESNIL	PARIS	75012
5,3	LABM BERCY-DUGOMMIER	252	RUE	CHARENTON (DE)	PARIS	75012

5,3	LABM DAUMESNIL	33	RUE	JACQUES HILLAIRET	PARIS	75012
5,3	LABM DE BIOLOGIE CLINIQUE	7	RUE	ABEL	PARIS	75012
5,3	LABM DU CENTRE D'HEMOBIOLOGIE PERINATALE	53	BOULEVARD	DIDEROT	PARIS	75012
5,3	LABM LEDRU ROLLIN	75	AVENUE	LEDRU ROLLIN	PARIS	75012
5,3	MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE DE LA MUETTE	43	RUE	SERGEANT BAUCHAT (DU)	PARIS	75012
5,3	MAISON DE RETRAITE ROTHSCHILD	80	RUE	PICPUS (DE)	PARIS	75012
5,3	KORIAN LES ARCADES	116	AVENUE	DAUMESNIL	PARIS	75012
5,3	PETITES SŒURS DES PAUVRES "MA MAISON"	71-73	RUE	PICPUS (DE)	PARIS	75012
5,3	RESIDENCE AREPA	29 BIS	RUE	DES MEUNIERES	PARIS	75012
5,3	RESIDENCE CATHERINE LABOURE	79	RUE	REUILLY (DE)	PARIS	75012
5,3	RESIDENCE MOISE LEON	46	BOULEVARD	PICPUS (DE)	PARIS	75012
5,3	ACT BERLUGANE	71/73	AVENUE	D'Italie	PARIS	75013
5,3	ACCPA PEAN	9 et 11	RUE	SANTE (DE LA)	PARIS	75013
5,3	CAS-VP Annie Girardot	6-12	rue	Annie Girardot	Paris	75013
5,3	DASES	15/17	RUE	CHARLES BERTHEAU	PARIS	75013
5,3	DASES CENTRE MEDICO SOCIAL LABORATOIRE	37	BOULEVARD	ST MARCEL	PARIS	75013
5,3	DASES LHVP LEPI	11	RUE	GEORGE EASTMAN	PARIS	75013
5,3	DISPENSARE CENTRAL	44	RUE	CHARLES MOUREU	PARIS	75013
5,3	ITEP IMPPEC	187	RUE	DU CHEVALERET	PARIS	75013
5,3	LABM	7	BOULEVARD	AUGUSTE BLANQUI	PARIS	75013
5,3	LABM	203	BOULEVARD	VINCENT AURIOL	PARIS	75013
5,3	LABM MASSENA	150	BOULEVARD	MASSENA	PARIS	75013
5,3	LABM AKOUN	89	AVENUE	Italie (D')	PARIS	75013
5,3	LABM DE L'AURA	26	RUE	PEUPLIERS (DES)	PARIS	75013
5,3	LABM DU CENTRE BIOLOGIQUE TOLBIAC	226	RUE	TOLBIAC (DE)	PARIS	75013
5,3	LABM DU CHEVALERET	21	RUE	LOUISE WEISS	PARIS	75013
5,3	LABM GALAXIE	17	RUE	BOBILLOT	PARIS	75013
5,3	LABM JAQUOT-DENIS	62	RUE	JAVELOT (DU)	PARIS	75013
5,3	LABM JEANNE D'ARC	27	PLACE	JEANNE D'ARC	PARIS	75013
5,3	LABORATOIRE EMAR	70	AVENUE	GOBELINS (DES)	PARIS	75013
5,3	FAM JEAN FAVERIS	14	RUE	PAUL BOURGET	PARIS	75013
5,3	MAS CLEMENT WURTZ	57/59	RUE	DE PATAY	PARIS	75013
5,3	MAS ISA 13	10	RUE	ALBERT BAYET	PARIS	75013
5,3	MAISON DE RETRAITE DES SŒURS AUGUSTINE	29	RUE	SANTE (DE LA)	PARIS	75013
5,3	MAISON DE RETRAITE MAISON DES PARENTS	67A	RUE	CHÂTEAU DES RENTIERES (DU)	PARIS	75013
5,3	MAISON DE SANTE VILLA MONTSOURIS	106	RUE	GLACIERE (DE LA)	PARIS	75013
5,3	ŒUVRE DE SAINT CASIMIR	119	RUE	CHEVALERET (DU)	PARIS	75013
5,3	LES JARDINS D'IROISE	19 BIS	RUE	DOMREMY (DE)	PARIS	75013
5,3	RESIDENCE LA PIRANDELLE	6	RUE	PIRANDELLO	PARIS	75013
5,3	RESIDENCE ORPEA SAINT JACQUES	3	PASSAGE	VICTOR MARCHAND	PARIS	75013
5,3	MGEN- VIMOUTIERS (Unité d'autodialyse)	5	RUE	VIMOUTIERS	PARIS	75013

5,3	LES INTEMPORELLES	35	RUE	LEBRUN	PARIS	75013
5,3	LA MAISON DU PARC	71-75	RUE	DE L'AMIRAL MOUCHEZ	PARIS	75013
5,3	RESIDENCE SIMONE WEIL	12	RUE	SIMONE WEIL	PARIS	75013
5,3	ACT ESPACE RIVIERE	169 bis	BOULEVARD	VINCENT AURIOL	PARIS	75014
5,3	CASVP FURTADO HEINE	5/7	RUE	JACQUIER	PARIS	75014
5,3	CASVP JULIE SIEGFRIED	39	AVENUE	VILLEMAIN	PARIS	75014
5,3	RESIDENCE DU MAINE	9 à 11	RUE	LEBOUIS	PARIS	75014
5,3	HOTELIA MAINE	187 BIS	AVENUE	MAINE (DU)	PARIS	75014
5,3	CENTRE CROSTELIN	5 à 15	RUE	OLIVIER NOYER	PARIS	75014
5,3	I.D.E.S	88	AVENUE	DENFERT ROCHEREAU	PARIS	75014
5,3	INSTITUT A. FOURNIER	25	BOULEVARD	ST JACQUES	PARIS	75014
5,3	LABM	46	BOULEVARD	SAINT JACQUES	PARIS	75014
5,3	LABM	87	AVENUE	DENFERT ROCHEREAU	PARIS	75014
5,3	LABM	17	RUE	FROIDEVAUX	PARIS	75014
5,3	LABM	222	AVENUE	MAINE (DU)	PARIS	75014
5,3	LABM ACTIVITE LIMITEE A L'ANAPATH DE L'IMM	42	BOULEVARD	JOURDAN	PARIS	75014
5,3	LABM BROCHOT	11	BOULEVARD	BRUNE	PARIS	75014
5,3	LABM CENTRE BIOLOGIQUE PLAISANCE	144	RUE	RAYMOND LOSSERAND	PARIS	75014
5,3	LABM D'ANAPATH DE L'INSTITUT ALFRED FOURNIER	25	BOULEVARD	SAINT JACQUES	PARIS	75014
5,3	LABM DE L'HÔPITAL LEOPOLD BELLAND	19	RUE	VERCINGETORIX	PARIS	75014
5,3	LABM (SITE DE NOTRE DAME DE BON SECOURS)	66	RUE	PLANTES (DES)	PARIS	75014
5,3	LABM DE L'IMM SITE JOURDAN	42	BOULEVARD	JOURDAN	PARIS	75014
5,3	LABM DE L'INSTITUT DE PUERICULTURE DE PARIS	26	BOULEVARD	BRUNE	PARIS	75014
5,3	LABM GANEM-GALULA	136	BOULEVARD	BRUNE	PARIS	75014
5,3	LABORATOIRE LE BIHAN	154	BOULEVARD	MONTPARNASSE (DU)	PARIS	75014
5,3	LABORATOIRE LEVY	37	RUE	BOULARD	PARIS	75014
5,3	MAS ARIA 1 BROUSSAIS	96	RUE	DIDOT PAVILLON LERICHE	PARIS	75014
5,3	MAISON DE RETRAITE SAINTE MONIQUE	66	RUE	PLANTES (DES)	PARIS	75014
5,3	MAISON DE SANTE VILLA ARAGO	F 59	BOULEVARD	SAINT JACQUES	PARIS	75014
5,3	MAISON MARIE THERESE	277	BOULEVARD	RASPAIL	PARIS	75014
5,3	MAPADIX BRUNE	117	BOULEVARD	BRUNE	PARIS	75014
5,3	AURA UNITE D'AUTODIALYSE	66-68	RUE	DES PLANTES	PARIS	75014
5,3	RESIDENCE CLUB MONTSOURIS	18 BIS -20	RUE	ALESIA (D')	PARIS	75014
5,3	CSAPA ADAGE Centre thérapeutique résidentiel	15	Rue	De COULMIERS	PARIS	75014
5,3	RESIDENCE TIERS TEMPS PARIS	24-26	RUE	REMY DUMONCEL	PARIS	75014
5,3	SCP Dr LEGLAND ET ASS.	31	RUE	DEPARCIEUX	PARIS	75014
5,3	ASILE STE GERMAINE	56	RUE	DESNOUETTES	PARIS	75015
5,3	ASSOCIATION MEDICO-SOCIALE AURORA	33	RUE	CEVENNES (DES)	PARIS	75015
5,3	ASSOCIATION AURORA	5	IMPASSE	LABRADOR (DU)	PARIS	75015
5,3	ASSOCIATION COUDRAY MONTPENSIER	84	RUE	DUTOT	PARIS	75015
5,3	CASVP ANSELME PAYEN	9	PLACE	VIOLET	PARIS	75015

5,3	CENTRE CHIRURGIE ET CARDIOLOGIE	3	RUE	E. MILLON	PARIS	75015
5,3	FONDATION PAYEN	75	RUE	VIOLET	PARIS	75015
5,3	HOTELIA CHAMP DE MARS	64	RUE	FEDERATION (DE LA)	PARIS	75015
5,3	I.M.E ST JEAN DE DIEU	3	RUE	OSCAR ROTTY	PARIS	75015
5,3	ITEP L'EVEIL	15	RUE	MADemoisELLE	PARIS	75015
5,3	LABM HOPITAL ST JOSEPH (SITE DE ST MICHEL)	33	RUE	OLIVIER DE SERRES	PARIS	75015
5,3	LABM	143	BOULEVARD	LEFEBVRE	PARIS	75015
5,3	LABM	6	RUE	MAUBLANC	PARIS	75015
5,3	LABM	234	RUE	VAUGIRARD (DE)	PARIS	75015
5,3	LABM	20	RUE	VOUILLE (DE)	PARIS	75015
5,3	LABM	16	RUE	LOURMEL (DE)	PARIS	75015
5,3	LABM	53	RUE	CONVENTION (DE LA)	PARIS	75015
5,3	LABM	154-158	RUE	CROIX NIVERT (DE LA)	PARIS	75015
5,3	LABM	134 B	RUE	VAUGIRARD (DE)	PARIS	75015
5,3	LABM	137-139	RUE	VAUGIRARD (DE)	PARIS	75015
5,3	LABM BEREL	28-30	RUE	CAUCHY	PARIS	75015
5,3	LABM CHARLES-MICHEL	38 B	RUE	ENTREPRENEURS (DES)	PARIS	75015
5,3	LABM DE LA CROIX NIVERT	237	RUE	CROIX NIVERT (DE LA)	PARIS	75015
5,3	LABM DE L'INSTITUT PASTEUR	211	RUE	VAUGIRARD (DE)	PARIS	75015
5,3	LABM DE LOURMEL	74	RUE	LOURMEL (DE)	PARIS	75015
5,3	Labo de recherche de L'INTS + centre prélèvement Cabanel de l'EFS	6	RUE	ALEXANDRE CABANEL	PARIS	75015
5,3	LABM FELIX FAURE LOURMEL	118	AVENUE	FELIX FAURE	PARIS	75015
5,3	LABM LABO XV	353	RUE	VAUGIRARD (DE)	PARIS	75015
5,3	LABM VAUGIRARD	11	RUE	CAMBRONNE (DE)	PARIS	75015
5,3	LABORATOIRE DANINO	234	RUE	VAUGIRARD (DE)	PARIS	75015
5,3	LABORATOIRE DE BIOLOGIE CLINIQUE	82	AVENUE	SUFFREN (DE)	PARIS	75015
5,3	LABORATOIRE Dr PEUPION	27	RUE	DESAIX	PARIS	75015
	MAS MAGALLON	223	RUE	LECOURBE	PARIS	75015
5,3	M.G.E.N. CENTRE MEDICAL	178	RUE	VAUGIRARD (DE)	PARIS	75015
5,3	MAISON DE RETRAITE VILLA LECOURBE	286	RUE	LECOURBE	PARIS	75015
5,3	NOUVELLE MAISON ISATIS	66	RUE	CONVENTION (DE LA)	PARIS	75015
5,3	MAISON MEDICALE DES DAMES DU CALVAIRE	55	RUE	LOURMEL (DE)	PARIS	75015
5,3	I.M.E COGNACQ JAY	174	RUE	BLOMET	PARIS	75015
5,3	PSA GRENELLE	57	RUE	VIOLET	PARIS	75015
5,3	CAS-VP ANSELME PAYEN	9	PLACE	VIOLET	PARIS	75015
5,3	RESIDENCE AURELIE JOUSSET	108	AVENUE	EMILE ZOLA	PARIS	75015
5,3	CENTRE AURA	5	RUE	BESSIN	PARIS	75015
5,3	RESIDENCE MARECHAL LECLERC	58 BIS	RUE	CHARLES (SAINT)	PARIS	75015
5,3	U.S.E.P ST JEAN DE DIEU	223	RUE	LECOURBE	PARIS	75015
5,3	LABM DU CENTRE EDOUARD RIST	14	RUE	BOILEAU	PARIS	75016
5,3	CENTRE DE SANTE LA MUETTE PASSY (FNDIR)	8	RUE	BAUCHES (DES)	PARIS	75016

5,3	FEDERATION NATIONALE DES DEPORTES INTERNES RESISTANTS ET PATRIOTES	10	RUE	LEROUX	PARIS	75016
5,3	FONDATION PARENT DE ROZAN	3	VILLA	REUNION (DE LA)	PARIS	75016
5,3	FOYER LOGEMENT DU SQUARE LAMARTINE	197	AVENUE	VICTOR HUGO	PARIS	75016
5,3	LABM	32	RUE	ASSOMPTION (DE L')	PARIS	75016
5,3	LABM	42	RUE	AUTEUIL (D')	PARIS	75016
5,3	LABM	12	RUE	CHARLES TELLIER	PARIS	75016
5,3	LABM	49	RUE	LAURISTON	PARIS	75016
5,3	LABM	17	AVENUE	EYLAU(D)	PARIS	75016
5,3	LABM CHAILLOT FL-BIO	10	RUE	CHAILLOT (DE)	PARIS	75016
5,3	LABM COHEN	187	AVENUE	VICTOR HUGO	PARIS	75016
5,3	LABM DE LA MUETTE	20	RUE	POMPE (DE LA)	PARIS	75016
5,3	LABM DE L'IPC	6/11	RUE	LA PEROUSE (DE)	PARIS	75016
5,3	LABM DOCTEUR GASCON	69	AVENUE	VICTOR HUGO	PARIS	75016
5,3	LABM LAMARTINE	56-58	RUE	POMPE (DE LA)	PARIS	75016
5,3	LABM RICHER	56	RUE	DOCTEUR BLANCHE (DU)	PARIS	75016
5,3	LABM ZAMARIA	49	AVENUE	VERSAILLES (DE)	PARIS	75016
5,3	LABORATOIRE D'ANALYSES MEDICALES	69	AVENUE	VICTOR HUGO	PARIS	75016
5,3	LABORATOIRE DUPONTREUE	1	RUE	NICOLO	PARIS	75016
5,3	LABORATOIRE EYLAU	55	RUE	ST DIDIER	PARIS	75016
5,3	LABORATOIRE LAVERGNE	10	RUE	BELLINI	PARIS	75016
5,3	LABORATOIRE LE METAIS ET PERNOT	59	AVENUE	GRANDE ARMEE (DE LA)	PARIS	75016
5,3	LABORATOIRE V. HUGO	66	AVENUE	VICTOR HUGO	PARIS	75016
5,3	MAISON DE RETRAITE "SOURCE D'AUTEUIL"	11	RUE	DE LA SOURCE	PARIS	75016
5,3	FOYERS DES ISRAELITES REFUGIES	5	RUE	DE VARIZE	PARIS	75016
5,3	RESIDENCE DE CHAILLOT	15	RUE	BOISSIERE	PARIS	75016
5,3	VILLA JULES JANIN	10	AVENUE	JULES JANIN	PARIS	75016
5,3	RESIDENCE DOSNE	5 TER	RUE	DOSNE	PARIS	75016
5,3	DEMEURE LONGCHAMPS	100	RUE	LONGCHAMPS	PARIS	75016
5,3	RESIDENCE LA DESIRADE	26	RUE	DES EPINETTES	PARIS	75017
5,3	RESIDENCE JEAN DOMINIQUE	46	RUE	GUERSANT	PARIS	75017
5,3	RESIDENCE LE TREFLE BLEU	152	RUE	CARDINET	PARIS	75017
5,3	CENTRE MEDICAL ETOILE	12	AVENUE	GRANDE ARMEE (DE LA)	PARIS	75017
5,3	FOYER LOGEMENT ANDRE LEROUX	21	RUE	ANDRE LECLAIRE	PARIS	75017
5,3	FOYER LOGEMENT JARDIN DES MOINES	26	RUE	BROCHANT	PARIS	75017
5,3	HOTELIA MONCEAU	26	RUE	MEDERIC	PARIS	75017
5,3	LABM	23	RUE	TOCQUEVILLE (DE)	PARIS	75017
5,3	LABM	95	RUE	PRONY (DE)	PARIS	75017
5,3	LABM	51	RUE	BATIGNOLLES (DES)	PARIS	75017
5,3	LABM	142	AVENUE	CLICHY (DE)	PARIS	75017
5,3	LABM	41	RUE	NAVIER	PARIS	75017
5,3	LABM CENTRE BIOLOGIQUE NIEL	6	PLACE	MARECHAL JUIN (DU)	PARIS	75017
5,3	LABM DES TERNES	188 B	BOULEVARD	PEREIRE	PARIS	75017
5,3	LABM LA FOURCHE	5	AVENUE	SAINT OUEN (DE)	PARIS	75017
5,3	LABM RISSE ET VERSEAU	18	RUE	THEODULE RIBOT	PARIS	75017

5,3	LABM SAINT FERDINAN	4	PLACE	TRISTANT BERNARD	PARIS	75017
5,3	LABORATOIRE D'ANALYSES MEDICALES	22	PLACE	Gal CATROUX (DU)	PARIS	75017
5,3	UNITE D'AUTODIALYSE COMPOINT	20	IMPASSE	COMPOINT	PARIS	75017
5,3	LABORATOIRE PARC MONCEAU	20	RUE	A. DE VIGNY	PARIS	75017
5,3	NCJ	116	RUE	SAUSSURE	PARIS	75017
5,3	CASVP L'OASIS	11/15	RUE	LAGHOUAT	PARIS	75018
5,3	PUV PETITS FRERES DES PAUVRES	26-30	RUE	JONQUERE (DE LA)	PARIS	75017
5,3	FAM FONDATION HOSPITALIERE STE MARIE	110	RUE	POISSONNIERS (DES)	PARIS	75018
5,3	LABM	29	RUE	VAUVENARGUES	PARIS	75018
5,3	LABM	59	RUE	MARX DORMOY	PARIS	75018
5,3	LABM	15-17-19	RUE	TRETAIGNE	PARIS	75018
5,3	LABM	81	RUE	ORDENER	PARIS	75018
5,3	LABM ATTIA	109	RUE	ORDENER	PARIS	75018
5,3	LABM LCD	72	BOULEVARD	BARBES	PARIS	75018
5,3	LBM DAMREMONT	43 B	RUE	DAMREMONT	PARIS	75018
5,3	MAISON DE RETRAITE JARDIN DE MONTMARTRE	18	RUE	PIERRE PICARD	PARIS	75018
5,3	RESIDENCE LES ISSAMBRES	111	BOULEVARD	NEY	PARIS	75018
5,3	RESIDENCE PROVIDENCE	77	RUE	MARTYRS (DES)	PARIS	75018
5,3	CSAPA SOS-DI. SITE SLEEP IN hébergement collectif d'urgence	61	RUE	PAJOL	PARIS	75018
5,3	CLINIQUE REMY DE GOURMONT	18/20	RUE	REMY DE GOURMONT	PARIS	75019
5,3	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL FLANDRE	127	RUE	FLANDRE (DE)	PARIS	75019
5,3	FONDATION MAISON DES CHAMPS GARONNE	13	QUAI	GARONNE (DE LA)	PARIS	75019
5,3	FONDATION MAISON DES CHAMPS RIBIERE	17	RUE	HENRI RIBIERE	PARIS	75019
5,3	CAS-VP HEROLD	64-74	RUE	DU GENERAL BRUNET	PARIS	75019
5,3	RESIDENCE EDITH PIAF	151 TER à 155	RUE	D'HAXO	PARIS	75019
5,3	LABM DES MAUSSINS	73	RUE	ROMAINVILLE	PARIS	75019
5,3	RESIDENCE LES MUSICIENS	7 à 9	RUE	GERMAINE TAILLEFERRE	PARIS	75019
5,3	RESIDENCE AREPA	1	RUE	JULES ROMAIN	PARIS	75019
5,3	RESIDENCE VALENTIN HAUY	64	RUE	PETIT	PARIS	75019
5,3	I.M.E ALTERNANCE	10	RUE	DE THIONVILLE	PARIS	75019
5,3	LABM	181	RUE	CRIMEE (DE)	PARIS	75019
5,3	LABM	6	RUE	ARCHEREAU	PARIS	75019
5,3	LABM	14	RESIDENCE	BELLEVILLE	PARIS	75019
5,3	LABM	6 B	RUE	CLAVEL	PARIS	75019

5,3	LABM	54	AVENUE	MATHURIN MOREAU	PARIS	75019
5,3	LABM	30	BOULEVARD	ALGERIE (D')	PARIS	75019
5,3	LABM CENTRE SUCHET	26	RUE	MEAUX (DE)	PARIS	75019
5,3	LABM CRIMEE-CURIAL	83	RUE	L'OURCQ (DE)	PARIS	75019
5,3	LABM DAUVERGNE	119	RUE	MEAUX (DE)	PARIS	75019
5,3	LABM DE LA CRAMIF	17-19	RUE	FLANDRE (DE)	PARIS	75019
5,3	LABM DES FÊTES	1 à 9	PLACE	FÊTES (DES)	PARIS	75019
5,3	LABM DORRA LILAS BELLEVILLE	271	RUE	BELLEVILLE (DE)	PARIS	75019
5,3	LABM JOURDAIN	2	RUE	PALESTINE (DE)	PARIS	75019
5,3	LABM NACCACHE	28	RUE	RIQUET	PARIS	75019
5,3	LABORATOIRE CAZALET (PHARMACIE BIOLOGIQUE)	127	AVENUE	JEAN JAURES	PARIS	75019
5,3	MAISON DE RETRAITE OCEANE	19 et 23	RUE	RAOUL WALLENBERG	PARIS	75019
5,3	RESIDENCE AMARAGGI	11	BOULEVARD	SERURIER	PARIS	75019
5,3	RESIDENCE GAUTIER WENDELEN	11	RUE	MELINGUE	PARIS	75019
5,3	CANAL DES MARAICHERS	136	BOULEVARD	MAC DONALD	PARIS	75019
5,3	ACT MAISONS DES CHAMPS	18	RUE	DES RASSELINS B	PARIS	75020
5,3	ACT MAISON MARIE-LOUISE	52	RUE	STENDHAL	PARIS	75020
5,3	ACT CITE LE VILLAGE	105	RUE	VILLIERS DE L'ISLE ADAM	PARIS	75020
5,3	CASVP ALQUIER DEBROUSSE	26	RUE	BALKANS (DES)	PARIS	75020
5,3	CASVP BELLEVILLE	180	RUE	PELLEPORT	PARIS	75020
5,3	FAM BRUNSWICK	56	RUE	DE SURMELIN	PARIS	75020
5,3	FAM PONT DE FLANDRES	41	RUE	DURIS	PARIS	75020
5,3	FAM SOS HABITAT ET SOINS	76	RUE	DES MARAICHERS	PARIS	75020
5,3	LABM	39	AVENUE	GAMBETTA	PARIS	75020
5,3	LABM	85	RUE	PELLEPORT	PARIS	75020
5,3	LABM	29-31	RUE	LA PLAINE (DE)	PARIS	75020
5,3	LABM	18	RUE	LA CROIX SAINT SIMON (DE)	PARIS	75020
5,3	LABM	62	AVENUE	GAMBETTA	PARIS	75020
5,3	LABM	200	RUE	PYRENEES (DES)	PARIS	75020
5,3	LABM	74-80	RUE	BUZENVAL (DE)	PARIS	75020
5,3	LABM	45-47	RUE	AVRON (D')	PARIS	75020
5,3	LABM	10	AVENUE	GAMBETTA	PARIS	75020
5,3	LABM COURONNES	8	RUE	BISSON	PARIS	75020
5,3	LABM DE BELLEVILLE	383	RUE	PYRENEES (DES)	PARIS	75020
5,3	LABM ORFILA	255	RUE	PYRENEES (DES)	PARIS	75020
5,3	LABM SAILLANT	55	RUE	BAGNOLET (DE)	PARIS	75020
5,3	LABM SAINT BLAISE	117	RUE	ORTEAUX (DES)	PARIS	75020
5,3	MAISON DE RETRAITE LES TERRASSES DU XXeme	5	RUE	INDRE (DE L')	PARIS	75020
5,3	MAS FONDATION HOSPITALERE STE MARIE	110	RUE	DES POISSONNIERS	PARIS	75020
5,3	MAS L'ACCUEIL OSE	43 bis	RUE	PIAT	PARIS	75020
5,3	ŒUVRE DE L'HOSPITALITE FAMILIALE	122	BOULEVARD	CHARONNE	PARIS	75020
5,3	REPOTEL GAMBETTA	161 à 165	AVENUE	GAMBETTA	PARIS	75020
5,3	RESIDENCE LES AIRELLES	8-12	RUE	PANOYAUX (DES)	PARIS	75020
5,3	RESIDENCE LES ORTEAUX	36-38	RUE	ORTEAUX (DES)	PARIS	75020
5,3	RESIDENCE MAPI LES AMANDIERS	5-7	RUE	CENDRIERS (DES)	PARIS	75020

5,3	RESIDENCE MAPI SAINT SIMON	127	RUE	AVRON (D')	PARIS	75020
5,3	RESIDENCE SALESIENNES DOM BOSCO	7	PASSAGE	PROVIDENCE (DE LA)	PARIS	75020
5,3	TRES SAINT SAUVEUR	9	RUE	RETRAIT (DU)	PARIS	75020
5,3	AURA PELLEPORT	93	RUE	PELLEPORT	PARIS	75020
5,3	CENTRE RESIDENTIEL VALENTIN HAUY	64	RUE	PETIT	PARIS	

SERVICE PRIORITAIRE DE L'ELECTRICITE : LISTE DES USAGERS PRIORITAIRES

Département : PARIS 75

Date de mise à jour : 12/03/13

Ces usagers entrent dans les catégories 2a, 2b ou 2c de l'arrêté du 05/07/1990.

Catégorie Arrêté 05/07/90	COORDONNEES						
	Nom DRIEE	Numéro dans la voie	Type de voie	Adresse DRIEE	Commune	Code Postal	
2a	CLINIQUE DU LOUVRE	17	RUE	PRETRES DE ST GERMAIN (DES)	PARIS	75001	
2a	HOPITAL HOTEL DIEU	1	PLACE	PARVIS NOTRE DAME (DU)	PARIS	75004	
2a	CENTRE MEDICO CHIRURGICAL PARIS V	36	BOULEVARD	ST MARCEL	PARIS	75005	
2a	CLINIQUE ST HILAIRE	59	RUE	G. ST HILAIRE	PARIS	75005	
2a	FONDATION CURIE	26	RUE	ULM (D')	PARIS	75005	
2a	HOPITAL MILITAIRE DU VAL DE GRACE	74	BOULEVARD	PORT ROYAL	PARIS	75005	
2a	INSTITUT CURIE	26	RUE	ULM (D')	PARIS	75005	
2a	CLINIQUE DE L'ALMA	166	RUE	UNIVERSITE (DE L')	PARIS	75007	
2a	CLINIQUE SAINT JEAN DE DIEU	19	RUE	OUDINOT	PARIS	75007	
2a	INSTITUT NATIONAL DES INVALIDES	6	BOULEVARD	INVALIDES (DES)	PARIS	75007	
2a	CLINIQUE ELYSEE MONTAIGNE	3	RUE	DE MARIGNAN	PARIS	75008	
2a	CLINIQUE TURIN	9	RUE	TURIN (DE)	PARIS	75008	
2a	CLINIQUE MILAN	17	RUE	MILAN (DE)	PARIS	75009	
2a	HOPITAL F. WIDAL	200	RUE	FAUBOURG ST DENIS (DU)	PARIS	75010	
2a	HOPITAL LARIBOISIERE	*	RUE	MAUBEUGE DE)	PARIS	75010	
2a	HOPITAL ST LOUIS	2	PLACE	Dr FOURNIER (DU)	PARIS	75010	
2a	HOPITAL ST LOUIS	12 bis	RUE	GRANGE AUX BELLES (DE LA)	PARIS	75010	
2a	HOPITAL ST LOUIS GRANCHER	40	RUE	BICHAT	PARIS	75010	
2a	CLINIQUE DU MONT- LOUIS	8	RUE	FOLIE REGNAULT (DE LA)	PARIS	75011	
2a	CLINIQUE LEONARD DE VINCI	95	AVENUE	PARMENTIER	PARIS	75011	
2a	CLINIQUE PIERRE ROUQUES - LES BLUETS	4-6	RUE	LASSON	PARIS	75012	
2a	HOPITAL DES DIACONNESSES	95	RUE	REUILLY (DE)	PARIS	75012	
2a	HOPITAL DES DIACONNESSES	8	RUE	SERGEANT BAUCHAT (DU)	PARIS	75012	
2a	HOPITAL DES QUINZE VINGTS	28	RUE	CHARENTON (DE)	PARIS	75012	
2a	HOPITAL ST ANTOINE (LEMIERE)	184	RUE	FG ST ANTOINE (DU)	PARIS	75012	

2a	HOPITAL TROUSSEAU	26	AVENUE	DOCTEUR A. NETTER (DU)	PARIS	75012	
2a	CLINIQUE JEANNE D'ARC	11	RUE	PONSCARME	PARIS	75013	
2a	HOPITAL PRIVE DES PEUPLIERS	8	PLACE	ABBE HENOCQUE (DE L')	PARIS	75013	
2a	HOPITAL DE LA PITIE - SALPETRIERE PDC 142	47-83	BOULEVARD	HOPITAL (DE L')	PARIS	75013	
2b	SERVICE DE LA NAVIGATION DE LA SEINE	24	QUAI	AUSTERLITZ (D')	PARIS	75013	
2a	CLINIQUE ARAGO	95	BOULEVARD	ARAGO	PARIS	75014	
2a	HOPITAL COCHIN - ST VINCENT DE PAUL site Cochin Achard	27	RUE	FAUBOURG ST JACQUES (DU)	PARIS	75014	
2a	CLINIQUE SAINTE GENEVIEVE	29	RUE	SARRETTE	PARIS	75014	
2a	HOPITAL COCHIN - ST VINCENT DE PAUL site Cochin Ollier	27	RUE	FAUBOURG ST JACQUES (DU)	PARIS	75014	
2a	HOPITAL COCHIN - ST VINCENT DE PAUL site Saint-Vincent de Paul	74	AVENUE	DENFERT ROCHEREAU	PARIS	75014	
2a	HOPITAL BELLAN	6	RUE	JULES GUESDE	PARIS	75014	
2a	HOPITAL COCHIN - ST VINCENT DE PAUL site Port-Royal (Maternité)	121	BOULEVARD	PORT ROYAL	PARIS	75014	
2a	HOPITAL ST JOSEPH	185	RUE	RAYMOND LOSSERAND	PARIS	75014	
2a	HOPITAL STE ANNE	1	RUE	CABANIS	PARIS	75014	
2a	INSTITUT DE PUERICULTURE DE PARIS	26	BOULEVARD	BRUNE	PARIS	75014	
2a	L'INSTITUT MUTUALISTE MONTSOURIS	42	BOULEVARD	JOURDAN	PARIS	75014	
2a	AURA-CENTRE PASTEUR VALERY RADOT	66	RUE	PLANTES (DES)	PARIS	75014	
2a	CENTRE DE VACCINATION DE L'INSTITUT PASTEUR	209	RUE	VAUGIRARD (DE)	PARIS	75015	
2a	CLINIQUE BLOMET	134	RUE	BLOMET (DE)	PARIS	75015	
2a	CLINIQUE LABROUSTE	64	RUE	LABROUSTE	PARIS	75015	
2a	CLINIQUE STE FELICITE	37	RUE	ST LAMBERT	PARIS	75015	
2a	HOPITAL GEORGES POMPIDOU	20	RUE	LEBLANC	PARIS	75015	
2a	HOPITAL NECKER	*	IMPASSE	ENFANT JESUS (DE L')	PARIS	75015	
2a	HOPITAL NECKER	149	RUE	SEVRES (DE)	PARIS	75015	
2a	HOPITAL NECKER (CHU ENFANTS MALADES)	150	RUE	VAUGIRARD (DE)	PARIS	75015	
2a	GH SAINT JOSEPH	33	RUE	O. DE SERRES	PARIS	75015	
2a	INSTITUT PASTEUR	25	RUE	Dr ROUX (DU)	PARIS	75015	
2a	CENTRE HENRY KUNTZIGER	5	RUE	BESSIN	PARIS	75015	
2a	HOPITAL SAINTE PERINE CHARDON LAGACHE ROSSINI	11	RUE	CHARDON LAGACHE (DE)	PARIS	75016	
2a	CLINIQUE BIZET	23	RUE	G. BIZET	PARIS	75016	
2a	CLINIQUE DE LA MUETTE	48	RUE	NICOLO	PARIS	75016	
2a	CLINIQUE E. RIST	14	RUE	BOILEAU	PARIS	75016	

2a	CLINIQUE JOUVENET	6	SQUARE	JOUVENET	PARIS	75016	
2a	CLINIQUE MOZART	2	PLACE	DU DOCTEUR BLANCHE	PARIS	75016	
2a	CLINIQUE REMUSAT	21	RUE	REMUSAT (DE)	PARIS	75016	
2a	CLINIQUE TROCADERO	62	RUE	TOUR (DE LA)	PARIS	75016	
2a	CLINIQUE VICTOR HUGO	5bis	RUE	DOME (DU)	PARIS	75016	
2a	CLINIQUE STE THERESE	9	RUE	G. DORE	PARIS	75017	
2a	CLINIQUE DU PARC MONCEAU	21	RUE	CHAZELLES (DE)	PARIS	75017	
2c	ERDF ACR Paris	13	RUE	BATIGNOLLES (DES)	PARIS	75017	
2a	CENTRE CHIRURGICAL MONTMARTRE	197	RUE	MARCADET	PARIS	75018	
2a	HOPITAL BICHAT CLAUDE BERNARD Secteur Bichat	46	RUE	H. HUCHARD	PARIS	75018	
2a	HOPITAL BICHAT CLAUDE BERNARD Secteur Claude Bernard	170	BOULEVARD	NEY	PARIS	75018	
2a	CLINIQUE DES MAUSSINS	67	RUE	ROMAINVILLE (DE)	PARIS	75019	
2a	FONDATION OPHTALMOLOGISTE ROTSCHILD	29	RUE	MANIN	PARIS	75019	
2a	HOPITAL ROBERT DEBRE	48	BOULEVARD	SERURIER	PARIS	75019	
2a	HOPITAL DE LA CROIX ST SIMON	125	RUE	D'AVRON	PARIS	75020	
2a	HOPITAL TENON	4	RUE	CHINE (DE LA)	PARIS	75020	



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0001

**signé par
Autres signataires**

le 25 Juin 2014

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction de la modernisation et de l'administration
Bureau des libertés publiques, de la citoyenneté et de la réglementation économique**

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel
à la générosité publique du fonds de dotation
dénommé «MIMI ULLENS»



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE PARIS

DMA/BLPCRE/JAC/FD402

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la générosité publique
du fonds de dotation dénommé «MIMI ULLENS»

Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris,
Commandeur de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, et notamment son article 140 ;

Vu le décret n°92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, et notamment les articles 11 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993 portant fixation des modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Considérant la demande de M. Henry LETULLE, Secrétaire du Fonds de dotation «MIMI ULLENS» reçue dans mes services le 23 juin 2014 ;

Considérant que la demande présentée par le fonds de dotation «MIMI ULLENS» est conforme aux textes en vigueur ;

Sur la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Le fonds de dotation «MIMI ULLENS» est autorisé à faire appel à la générosité publique à compter du 23 juin 2014 jusqu'au 23 juin 2015.

.../...

5 rue Leblanc – 75911 PARIS CEDEX 15 – Tél. : 01 82 52 40 00
courriel : pref-associations@paris.gouv.fr – site internet : www.ile-de-france.gouv.fr

- 2 -

L'objectif du présent appel à la générosité publique est de financer l'action du fonds de dotation «MIMI ULLENS», et plus particulièrement à financer l'ouverture à Paris d'un centre d'amélioration du bien-être des patients atteints de cancer, sur le modèle de celui opérationnel à l'hôpital Saint-Joseph de Marseille ou en ambulatoire.

Les modalités d'appel à la générosité publique seront réalisées par le biais du site internet de la fondation MIMI, www.mimi-foundation.org sur lequel des dons en ligne peuvent être recueillis au profit du Fonds de Dotation MIMI ULLENS .

ARTICLE 2 : Conformément à la réglementation en vigueur, le fonds de dotation a l'obligation d'intégrer dans ses comptes annuels un compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses et qui mentionne les informations relatives à son élaboration.

Le compte emploi ressources doit être présenté suivants les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993.

ARTICLE 3 : La présente autorisation pourra être retirée ou abrogée en cas de manquement aux règles régissant les fonds de dotation et/ou à la réglementation relative aux appels à la générosité publique.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.

ARTICLE 5 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le directeur de la modernisation et de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris (www.ile-de-france.gouv.fr), et notifié aux personnes visées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Fait à Paris, le **25 JUIN 2014**

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris, et par délégation

L'adjoint au chef du bureau
des libertés publiques, de la citoyenneté
et de la réglementation économique

Franck LACOSTE

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0004

**signé par
Autres signataires**

le 25 Juin 2014

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction de la modernisation et de l'administration
Bureau des libertés publiques, de la citoyenneté et de la réglementation économique**

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel
à la générosité publique du fonds de dotation
dénommé « Fonds Français pour
l'Alimentation et la Santé »



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE PARIS

Direction de la modernisation et de l'administration
Bureau des libertés publiques, de la citoyenneté et de la réglementation économique

DMA/BLPCRE/MAC/FD247

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la générosité publique
du fonds de dotation dénommé « Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé »

Le préfet de Paris,
Commandeur de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, et notamment son article 140 ;

Vu le décret n°92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, et notamment les articles 11 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993 portant fixation des modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Considérant la demande de M. Daniel NAIRAUD, directeur général du fonds de dotation dénommé « Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé », du 6 mai 2014, reçue le 7 mai 2014, complétée le 4 juin 2014 ;

Considérant que la demande présentée par le fonds de dotation « Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé » est conforme aux textes en vigueur ;

Sur la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Le fonds de dotation « Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé » est autorisé à faire appel à la générosité publique à compter du 4 juin 2014 jusqu'au 4 juin 2015.

Les objectifs du présent appel à la générosité publique sont : de financer la mission du « Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé » de guider la population française vers un comportement alimentaire qui soit source de plaisir et favorable à la santé.

Les modalités d'appel à la générosité publique se font par le biais du site internet du fonds de dotation.

.../...

ARTICLE 2 : Conformément à la réglementation en vigueur, le fonds de dotation a l'obligation d'intégrer dans ses comptes annuels un compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses et qui mentionne les informations relatives à son élaboration.

Le compte emploi ressources doit être présenté suivants les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993.

ARTICLE 3 : La présente autorisation pourra être retirée ou abrogée en cas de manquement aux règles régissant les fonds de dotation et/ou à la réglementation relative aux appels à la générosité publique.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.

ARTICLE 5 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le directeur de la modernisation et de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris (www.ile-de-france.gouv.fr), et notifié aux personnes visées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Fait à Paris, le **25 JUIN 2014**

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris, et par délégation

L'adjoint au chef du bureau
**des libertés publiques, de la citoyenneté
et de la réglementation économique**

 **Franck LACOSTE**

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014176-0010

**signé par
Autres signataires**

le 25 Juin 2014

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction de la modernisation et de l'administration
Bureau des libertés publiques, de la citoyenneté et de la réglementation économique**

Arrêté préfectoral accordant au fonds de dotation « Fonds UNIAPAC » une autorisation pour procéder à l'appel à la générosité publique



PRÉFET DE PARIS

DMA/BLPCRE/MAC/FD91

Arrêté préfectoral accordant au fonds de dotation « Fonds UNIAPAC »
une autorisation pour procéder à l'appel à la générosité publique

Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris,
Commandeur de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n°91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, et notamment son article 140 ;

Vu le décret n°92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, et notamment les articles 11 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993 portant fixation des modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Considérant la demande de M. Pierre LECOCQ, président du fonds de dotation dénommé « Fonds UNIAPAC » du 6 juin 2014 reçue le 12 juin 2014 ;

Considérant que la demande présentée par le fonds de dotation « Fonds UNIAPAC » est conforme aux textes en vigueur ;

Sur la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Le Fonds de dotation « Fonds UNIAPAC » est autorisé à faire appel à la générosité publique à compter du 12 juin 2014 jusqu'au 12 juin 2015.

L'objectif du présent appel à la générosité publique est de percevoir des fonds afin de soutenir l'action du fonds de dotation dans ses domaines statutaires d'intervention.

Les modalités d'appel à la générosité publique sont les suivantes : - envoi de mails et de brochures, ainsi que par le biais de son site internet.

.../...

ARTICLE 2 : Conformément à la réglementation en vigueur, le fonds de dotation a l'obligation d'intégrer dans ses comptes annuels un compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses et qui mentionne les informations relatives à son élaboration.

Le compte emploi ressources doit être présenté suivants les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993.

ARTICLE 3 : La présente autorisation pourra être retirée ou abrogée en cas de manquement aux règles régissant les fonds de dotation et/ou à la réglementation relative aux appels à la générosité publique.

ARTICLE 4 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au tribunal administratif de Paris dans le délai de deux mois, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié, ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le directeur de la modernisation et de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris (www.ile-de-france.gouv.fr), et notifié aux personnes visées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Fait à Paris, le **25 JUIN 2014**

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris, et par délégation

L'adjoint au chef du bureau
des libertés publiques, de la citoyenneté
et de la réglementation économique

Franck LACOSTE

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014177-0004

**signé par
Autres signataires**

le 26 Juin 2014

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction de la modernisation et de l'administration
Bureau des libertés publiques, de la citoyenneté et de la réglementation économique**

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel
à la générosité publique du fonds de dotation
dénommé «GREENITY'S ENDOWMENT
FOR EDUCATION» dit «FONDS
GREENITY'S POUR L'EDUCATION»



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE PARIS

DMA/BLPCRE/CAJ/FD1339

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la générosité publique
du fonds de dotation dénommé «GREENITY'S ENDOWMENT FOR EDUCATION»
dit «FONDS GREENITY'S POUR L'EDUCATION»

Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris,
Commandeur de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, et notamment son article 140 ;

Vu le décret n°92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, et notamment les articles 11 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993 portant fixation des modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Considérant la demande de Mme Evelyne Eva ALLOUCHE, présidente du fonds de dotation dénommé «GREENITY'S ENDOWMENT FOR EDUCATION» dit «FONDS GREENITY'S POUR L'EDUCATION» reçue dans mes services le 20 juin 2014 ;

Considérant que la demande présentée par le fonds de dotation «GREENITY'S ENDOWMENT FOR EDUCATION» dit «FONDS GREENITY'S POUR L'EDUCATION» est conforme aux textes en vigueur ;

Sur la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Le fonds de dotation «GREENITY'S ENDOWMENT FOR EDUCATION» dit «FONDS GREENITY'S POUR L'EDUCATION» est autorisé à faire appel à la générosité publique à compter du 20 juin 2014 jusqu'au 20 juin 2015.

.../...

5 rue Leblanc – 75911 PARIS CEDEX 15 – Tél. : 01 82 52 40 00
courriel : pref-associations@paris.gouv.fr – site internet : www.ile-de-france.gouv.fr

L'objectif du présent appel à la générosité publique est le financement de stages d'études ou pré-professionnels dont l'octroi de bourses d'étudiantes d'aide à la mobilité internationale.

Les modalités d'appel à la générosité publique seront réalisées par le biais de tout support publicitaire tels les média (radio, journaux, télévision), le site internet de la structure, les réseaux sociaux, et campagnes d'emailing [...].

ARTICLE 2 : Conformément à la réglementation en vigueur, le fonds de dotation a l'obligation d'intégrer dans ses comptes annuels un compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses et qui mentionne les informations relatives à son élaboration.

Le compte emploi ressources doit être présenté suivants les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993.

ARTICLE 3 : La présente autorisation pourra être retirée ou abrogée en cas de manquement aux règles régissant les fonds de dotation et/ou à la réglementation relative aux appels à la générosité publique.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.

ARTICLE 5 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le directeur de la modernisation et de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris (www.ile-de-france.gouv.fr), et notifié aux personnes visées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Fait à Paris, le **26 JUIN 2014**

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris, et par délégation

L'adjoint au chef du bureau
des libertés publiques, de la citoyenneté
et de la réglementation économique

Franck LACOSTE

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.



PREFECTURE PARIS

Arrêté n °2014177-0005

**signé par
Autres signataires**

le 26 Juin 2014

**Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction de la modernisation et de l'administration
Bureau des libertés publiques, de la citoyenneté et de la réglementation économique**

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel
à la générosité publique du fonds de dotation
dénommé «Fonds KHEOPS pour
l'archéologie»



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE PARIS

DMA/BLPCRE/JAC/FD587

Arrêté préfectoral portant autorisation d'appel à la générosité publique
du fonds de dotation dénommé «Fonds KHEOPS pour l'archéologie»

Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris,
Commandeur de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, et notamment son article 140 ;

Vu le décret n°92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Vu le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, et notamment les articles 11 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993 portant fixation des modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel à la générosité publique ;

Considérant la demande de Mme Christine GALLOIS, présidente du fonds de dotation «Fonds KHEOPS pour l'archéologie» reçue dans mes services le 23 juin 2014 ;

Considérant que la demande présentée par le fonds de dotation «fonds KHEOPS pour l'archéologie » est conforme aux textes en vigueur ;

Sur la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Le fonds de dotation «Fonds KHEOPS pour l'archéologie» est autorisé à faire appel à la générosité publique à compter du 1^{er} juillet 2014 jusqu'au 1^{er} juillet 2015.

.../...

L'objectif du présent appel à la générosité publique a pour objet de soutenir et de conduire toute activité d'intérêt général à caractère scientifique et éducatif dans le but : - de soutenir et favoriser la promotion et la diffusion des connaissances sur les civilisations de l'Égypte, de la Méditerranée et de l'Orient anciens, tant en France qu'à l'étranger ; - de soutenir et participer au développement de la recherche sur l'Égypte, la Méditerranée et l'Orient anciens ; - de fédérer les besoins et les acteurs de la recherche archéologique, historique, religieuse ou philologique dans ces domaines

Les modalités d'appel à la générosité publique seront réalisées par l'envoi de mails, de brochures et appels téléphoniques ainsi que par le biais de son site internet (outil de collecte en ligne).

ARTICLE 2 : Conformément à la réglementation en vigueur, le fonds de dotation a l'obligation d'intégrer dans ses comptes annuels un compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses et qui mentionne les informations relatives à son élaboration.

Le compte emploi ressources doit être présenté suivants les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 30 juillet 1993.

ARTICLE 3 : La présente autorisation pourra être retirée ou abrogée en cas de manquement aux règles régissant les fonds de dotation et/ou à la réglementation relative aux appels à la générosité publique.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.

ARTICLE 5 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris et le directeur de la modernisation et de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris (www.ile-de-france.gouv.fr), et notifié aux personnes visées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Fait à Paris, le 26 JUIN 2014

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris, et par délégation

L'adjoint au chef du bureau
des libertés publiques, de la citoyenneté
et de la réglementation économique

Franck LACOSTE

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de 2 mois.